

BIZERTE : DÉBUT DE L'EXODE EN A.F.N.



145. Paisible berger, ou « chouf » du F.L.N.? - 146. Un guetteur. - 147. Un vieux paysan. - 148. Les gorges de Palestro. - 149. Tigzirt-sur-Mer en Grande Kabylie. - 150. Tizi-Ouzou. - 151. - Tikoubaïn. - 152. Arabe ou Berbère ? - 153. Coucher de soleil sur le Djurdjura. - 154. Tala-N'Taghrast. - 155. Au col de Chréa. - 156. Philippeville.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à -la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

170 *bis*, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.

Couverture : Photo Habans/Paris Match



LA CRÉATION D'UN SECRÉTARIAT AUX RAPATRIÉS

Jean FONTUGNE

LE problème de Berlin provoque de nouveau une brutale tension internationale. La guerre froide est relancée à la suite des multiples et violentes interventions de Khrouchtchev au cours du mois d'août 1961.

En France, cependant, la préoccupation essentielle du gouvernement demeure la recherche d'une solution rapide aux problèmes d'Afrique du Nord.

La création d'un secrétariat aux Rapatriés, après le rappel en métropole de plusieurs grandes unités, ne laisse plus aucun doute aux Européens sur la volonté du général de Gaulle d'accepter le droit à l'indépendance et à l'autodétermination du peuple algérien.

Les résultats des entretiens de Lugrin avaient d'ailleurs confirmé que le G.P.R.A. était décidé à rechercher une solution négociée sur ces bases, et que la certitude de la sauvegarde de l'intégrité du territoire algérien était le nouveau préalable qu'il proposait pour la reprise des négociations.

Ainsi se préparent déjà les entretiens des Rousses alors qu'aux missions « ponctuelles » de l'O.A.S. les tueurs du F.L.N. répondent par des attentats de plus en plus nombreux non seulement dans les centres urbains, mais dans les campagnes.

Le « dégagement » en Algérie, dont parlera dans quelques jours le chef de l'État, est donc en cours. Il reste aussi à régler le contentieux franco-tunisien après la nouvelle preuve d'impuissance des Nations unies lors de leur assemblée extraordinaire du 26 août.

Déjà, les premiers contacts sont pris entre les représentants français et Bourguiba. Un accord sera conclu rapidement. La Tunisie, comme l'Algérie, sans avoir fait aucune concession importante, obtiendra satisfaction.

Pour l'armée française, qui applique toujours la trêve unilatérale, ce ne sont plus des missions opérationnelles contre l'Armée de libération nationale qui lui sont confiées. Elle consacre désormais une grande partie de ses unités à la protection des centres administratifs et autres points sensibles, qui sont les objectifs visés par les commandos de l'O.A.S.

J. F.

Sommaire n° 98 - Historia magazine n° 343

© Librairie Jules Tallandier, 1973.



Letellier/Paris-Match

LE CANON TONNE SUR BIZERTE...

◄ **Bourguiba. En juillet 1961, il relance ses revendications sur la base française de Bizerte. Et c'est l'affrontement.**

DÉCIDÉMENT, l'Afrique du Nord n'a pas fini de faire parler d'elle. Le 15 juillet 1961, à l'heure de la reprise des pourparlers franco-algériens à Lugrin, éclate comme une bombe la nouvelle de l'attaque tunisienne contre la base de Bizerte. En fait, c'est la veille que la crise a commencé à se développer avec les premières démonstrations populaires autour des installations françaises. Avec un enthousiasme mitigé, plusieurs milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, encadrés par des militants du Néo-Destour, ont manifesté aux abords de la base, ▶

Habans/Paris-Match

Bizerte. Le 7 juillet, le président Bourguiba fait remettre à de Gaulle un message, rendu public le 15, affirmant la volonté du peuple tunisien de voir la France évacuer Bizerte et les postes qu'il considère comme le « Sud tunisien ». Sans doute veut-il, par ce geste, manifester sa fermeté à l'égard du nationalisme devant l'opinion internationale.



Azoulay/Paris-Match

Bourguiba cherche à redorer son blason

faisant écho à l'appel du président Bourguiba, qui réclame l'évacuation immédiate de Bizerte et une prochaine et notable rectification de frontière dans le Sud tunisien.

Au cours de la nuit, une « nuit héroïque », à en croire les déclarations tapageuses de la radio de Tunis, qui puise alors son inspiration dans celle du Caire, la situation s'est aggravée et, le 19 juillet au matin, ce sont toutes les installations de la base, éloignées les unes des autres, qui se trouvent bloquées par des groupes de manifestants auxquels se mêlent des éléments de l'armée tunisienne. Des barrages, des barricades, le plus souvent embryonnaires, apparaissent. D'heure en heure, le climat s'alourdit et les soldats français en faction sont soumis à une grêle de pierres, de tessons de bouteille, qu'ils subissent stoïquement sans riposter.

Une rade magnifique

Vers midi, le vice-amiral Amman, gouverneur de Bizerte, est averti que certains signaux interceptés indiquent, à n'en pas douter, que les Tunisiens ont l'intention d'ouvrir le feu. De fait, les hélicoptères en surveillance ou chargés du ravitaillement des points d'appui isolés essuient des rafales d'armes automatiques. Une corvée de 35 hommes est faite prisonnière. Bientôt, les principales installations sont soumises à un tir d'artillerie et de mortiers.

La riposte est immédiate. Tandis que des blindés, appuyés par des éléments d'infanterie, entreprennent de détruire les barrages, de disperser les manifestants et de rétablir la liaison entre les principaux établissements militaires, le gouvernement français ordonne à deux régiments de parachutistes d'Algérie de sauter sur la base et de renforcer les 7 000 hommes de la petite garnison. En même temps, les avions de l'*Arromanches* attaquent les rassemblements de troupes tunisiennes, tandis que trois navires de guerre entreprennent de forcer le goulet. A son habitude, de Gaulle relève le défi, entreprend de briser le blocus. La « bataille de Bizerte » commence. Elle va durer trois jours.

A l'heure où débute l'affrontement le plus violent qu'on ait jamais enregistré dans l'histoire des relations franco-tunisiennes, tous les observateurs se posent la même question : comment en est-on arrivé là ? N'y a-t-il eu aucun signe avant-coureur à l'explosion du 19 juillet ? En fait, depuis la proclamation de l'indépendance de l'ancienne Régence, et même depuis les débuts de l'autonomie interne, Bizerte constitue l'élément majeur du contentieux franco-tunisien.

Dalmas

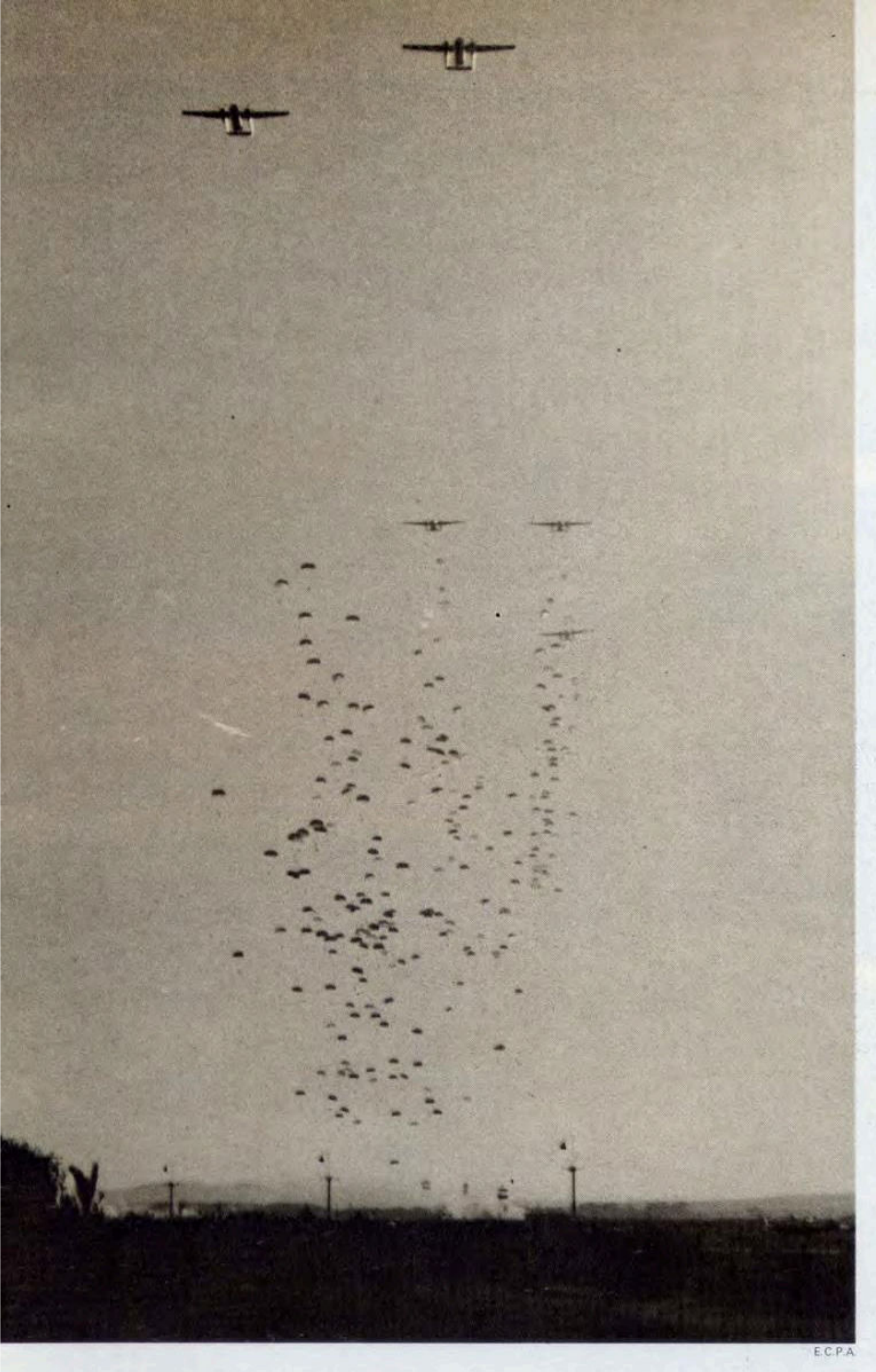
A gauche et ci-dessous: **les Tunisiens ont élevé des barricades et des barrages dans la ville. Mais la violence et la rapidité de la riposte française vont les surprendre. Le 19, à l'issue du conseil des ministres, Terrenoire déclare : « Je confirme que des éléments parachutistes, destinés à compléter ceux qui sont actuellement à la disposition de la base, ont été envoyés ou vont être envoyés là-bas. » Venus d'Alger, des paras** ***(photo de droite)*****, sautent et ouvrent le feu. Et c'est la « bataille de Bizerte », qui se révèle extrêmement meurtrière. La Tunisie rompt ses relations diplomatiques avec la France et dépose immédiatement une plainte devant le Conseil de sécurité de l'O.N.U.**



Dalmas

Force est, en effet, de reconnaître que la base, créée au lendemain même du protectorat, occupe une position de choix au cœur de la Méditerranée et constitue, avec Toulon et Mers el-Kébir, un des meilleurs points d'appui de la marine française dans le bassin occidental de la Mer intérieure. Les avantages ne manquent pas : une rade magnifique, deux fois plus vaste que celle de Pearl Harbor, des sites favorables à l'établissement de terrains d'aviation, enfin, un ensemble de collines se prêtant à la création d'abris souterrains.

En soixante-quinze ans d'histoire, la marine n'a cessé de développer les installations de Bizerte, qui dispose de l'arsenal de Ferryville, rebaptisée Menzel-Bourguiba, de la base aérienne de Sidi-Ahmed-Karouba, sans compter tout un ensemble d'hôpitaux, d'ateliers, de dépôts, aériens ou souterrains, où sont employés 11 000 travailleurs tunisiens. Pour clore le tout, la base comporte encore des défenses côtières et les postes de radar du cap Blanc. Au chapitre des inconvénients, on peut noter l'existence d'un goulet, qui assure les relations entre la mer et la rade, au demeurant facile à bloquer, et la dispersion des installations. Ce sont ces inconvénients qui ont facilité le coup de force du 19 juillet.


E.C.P.A.

En tout cas, le problème de Bizerte apparaît naturellement dans l'accord du 17 juin 1958, qui met fin à la crise ouverte par l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef.

Des conditions inacceptables

Si les troupes françaises doivent évacuer la Tunisie dans un délai de quatre mois, il est bien spécifié que ce repli ne concerne pas la base stratégique de Bizerte, qui relève, d'ailleurs, de l'Organisation atlantique. Toutefois, l'accord précise que des négociations devront s'ouvrir dans les délais les plus rapides pour déterminer le statut de la base.

Il faut bien constater que, du côté français, l'empressement est relatif, d'autant plus que le président Bourguiba semble laisser entendre que Bizerte pourrait devenir une base de l'O.T.A.N., les troupes françaises ne séjournant que dans le cadre de cette organisation. Est-il besoin de dire que ce genre de proposition ne cadre guère, dès 1958, avec les vues d'avenir du général de Gaulle ?

Au cours des mois qui suivent, le chef de l'Etat tunisien revient à plusieurs reprises à la charge, toujours sans grand succès. Il envisage même de régler le sort de Bizerte dans le cadre d'un accord bilatéral entre les deux pays. Il est vrai qu'il y met des conditions que d'aucuns peuvent juger inacceptables. C'est ainsi que, le 19 février 1959, il déclare : « Je suis prêt à envisager une concession de cette base à la France, à condition qu'elle mette fin à la guerre d'Algérie et qu'elle reconnaisse la revendication nationaliste ! » L'offre est valable quatre mois. A son expiration, en juin 1959, Bourguiba semble plus pressé, plus agressif. Il ne marchandera pas l'évacuation. « Deux armées ne peuvent coexister sur le sol tunisien. » Et le 26 janvier 1960, il annonce son intention de déclencher la bataille de Bizerte.

Toutefois, quelques semaines plus tard, il bat en retraite et conclut que la bataille économique contre le sous-développement doit avoir la priorité. On a alors l'impression que Bourguiba se résigne à ne plus poser le problème avant que la question algérienne ait trouvé sa solution. C'est ce qui semble encore ressortir des entretiens de Rambouillet.

Un conflit ouvert

Alors, pourquoi l'explosion du 19 juillet, précédée, il est vrai, d'une note remise le 7 au gouvernement français et restée sans réponse, note où Bourguiba affirmait la volonté du peuple tunisien de voir la France évacuer Bizerte et la zone considérée comme « sud-tunisienne » toucher la région pétrolifère d'Edjelé ? Les mobiles paraissent être d'origine intérieure et extérieure. Le chef de l'Etat tunisien doit tenir compte d'un certain mécontentement populaire, lié à des difficultés économiques et à une série de mauvaises récoltes. Il doit également tenir compte des sentiments de l'aile gauche du Néo-Destour, où la politique de coopération avec l'Occident ne compte pas que de chauds partisans.

Mais les raisons principales, même si elles se rapportent encore au rapprochement avec l'Ouest, sont ailleurs. Depuis ses prises de position, sur le problème israélien et la guerre d'Algérie, Bourguiba est pratiquement en conflit avec Le Caire et la Ligue arabe. Son prestige au sein du monde musulman s'est sensiblement dégradé.

Aussi, en prenant l'initiative d'un conflit ouvert avec la France, le « Combattant suprême » tient à redorer son blason, tant à l'égard de l'opinion tunisienne que des pays arabes et du tiers monde. Il tient à prouver qu'il peut, lui aussi, pratiquer le « radicalisme révolutionnaire des Algériens », suivant sa propre expression. Par la même occasion, il veut affirmer ses revendications sur cette zone dite « sud-tunisienne », à l'heure où le problème du Sahara constitue la pierre d'achoppement des entretiens franco-algériens.

En tout cas, du 19 au 23 juillet au ▶

l'amiral Hamman refuse de voir Hammarskjoeld

matin, la bataille fait rage dans le complexe de la base de Bizerte. Un troisième régiment de parachutistes est lancé à l'ouest de la ville et les combats sont souvent d'une rare violence. Les soldats tunisiens se défendent avec énergie et il faut l'intervention de l'aviation et des chars pour briser les points de résistance. Cependant, le 23 juillet, au matin, quand Paris invite l'amiral Amman à conclure un cessez-le-feu avec le gouverneur de Bizerte, Hedi Mokkadem, toutes les installations sont dégagées et les troupes françaises occupent un périmètre plus étendu que celui qu'elles tenaient le 19 au matin. Les pertes sont alors loin d'être négligeables : 24 morts et plus de 100 blessés du côté français et au moins 700 morts et 1 200 blessés chez les Tunisiens.

Des gestes « discourtois »

A ce moment, le conflit cesse d'être purement franco-tunisien, pour déboucher sur la scène internationale, dans le cadre de l'O.N.U. Dès le 19 juillet, en effet, Bourguiba dépose une plainte devant le Conseil de sécurité, au moment où il rompt les relations diplomatiques avec Paris. C'est le point de départ de débats désagréables pour la France qui vont durer jusqu'au mois d'août. Dans cette affaire, les Américains ne dissimulent pas leur embarras. Ils tiennent à préserver leurs relations avec la France et la Tunisie, et à ne pas envenimer une crise secondaire, au moment où l'affaire de Berlin cristallise leur attention.

Finalement, le 22 juillet, une résolution « intérimaire » proposée par le Liberia et demandant un « cessez-le-feu immédiat » accompagné d'un « retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales » est adoptée par dix voix et une abstention. Cependant, deux résolutions impliquant une négociation sur le fond pour régler le contentieux franco-tunisien ne recueillent pas la majorité requise.

Dans l'attente de nouveaux projets de résolution, le secrétaire général des Nations unies, sur la demande pressante de Bourguiba, décide de se rendre personnellement à Bizerte pour obtenir l'application de la résolution « intérieure ». Le 24 juillet, Hammarskjoeld débarque à Tunis, alors que le cessez-le-feu est déjà appliqué depuis la veille. Sa mission est loin d'être un succès. Bourguiba accueille assez mal ses conseils de modération, tandis que, du côté français, il se heurte à des gestes « discourtois ». Sa voiture est contrôlée par un poste de parachutistes et, sur l'ordre de Paris, l'amiral Amman refuse de recevoir le secrétaire général.

L'affaire n'en est pas terminée pour



Habans/Paris-Match



Habans/Paris-Match

autant et, dès le 27 juillet, les débats reprennent devant le Conseil de sécurité, en l'absence du représentant de la France qui n'admet que des négociations directes entre Paris et Tunis. On se trouve alors en présence de trois résolutions, deux émanant respectivement du Liberia et de la République arabe unie, la dernière de la Turquie. Aucune ne recueille le nombre de voix nécessaire et le délégué français, revenu à titre d' « observateur », n'a pas à exercer son droit de veto.

Bien décidés à condamner la France, les Afro-Asiatiques s'emploient à porter l'affaire devant l'Assemblée générale. Le 10 août, à la demande de 53 pays, Hammarskjoeld annonce une séance extraordinaire pour examiner « la grave situation qui existe en Tunisie depuis le 15 juillet ». Le 21 août, dans la « maison de verre » de Manhattan, c'est l'atmosphère des grands jours. On retrouve le traditionnel climat de haine à l'égard de l'Occident. Jusqu'au 25 août,

◀ **Des combats acharnés se déroulent dans les rues. Les pertes seront sévères. Les combats feront 24 morts et plus de 100 blessés chez les Français et au moins 700 morts et 1 200 blessés du côté tunisien.**

les débats tournent autour de la résolution déposée par 32 pays afro-asiatiques qui assure que « la présence de troupes françaises en Tunisie met en danger la paix et la sécurité du monde ».

Le vote intervient dans la nuit du 25 au 26 août. Le texte est adopté par 66 pays, 30 se sont abstenus, parmi lesquels les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La Côte-d'Ivoire, le Niger et la France ont refusé de prendre part au scrutin. Certes, le vote est dépourvu de portée pratique mais il est accueilli « avec tristesse par tous les amis de la France ».

Le sort de Bizerte sera finalement réglé un an plus tard par des conversations directes entre Paris et Tunis, à l'occasion du rétablissement des relations diplomatiques. Le principe de l'évacuation sera alors solennellement admis, ainsi qu'un « calendrier raisonnable ». Les conséquences de la crise n'en ont pas moins été des plus importantes. Pour commencer, l'affaire a torpillé l'idée d'internationalisation du Sahara, ou du moins la mise en valeur commune de ses ressources, au profit de tous les Etats riverains. Dans l'esprit du général de Gaulle, cette formule n'avait de chance de réussir qu'avec l'appui et la participation de la Tunisie. Après l'affrontement de juillet 1961, il n'en sera plus question et, le 5 septembre, le chef de l'Etat reconnaîtra la souveraineté algérienne sur le Sahara.

Les débats de l'O.N.U ont encore révélé à quel point la position diplomatique

◀ **Des Tunisiens sont arrêtés et fouillés. Les troupes françaises ont rapidement gagné du terrain et réussi à dégager toutes les installations. Les soldats tunisiens, malgré leur courage, n'ont rien pu faire contre la puissance des effectifs lancés contre eux.**

de la France a pu se dégrader. Lors du vote du 26 août, son attitude a été condamnée non seulement par les Etats afro-asiatiques, mais par nombre de pays d'Amérique latine, par quatre Etats européens (Danemark, Islande, Norvège et Turquie) et aussi par neuf pays du groupe de Brazzaville. La crise de Bizerte a, en effet, mis à l'épreuve les relations entre la France et la « Communauté rénovée ». A cette occasion, les jugements de nombre de chefs d'Etat africains ont été sévères.

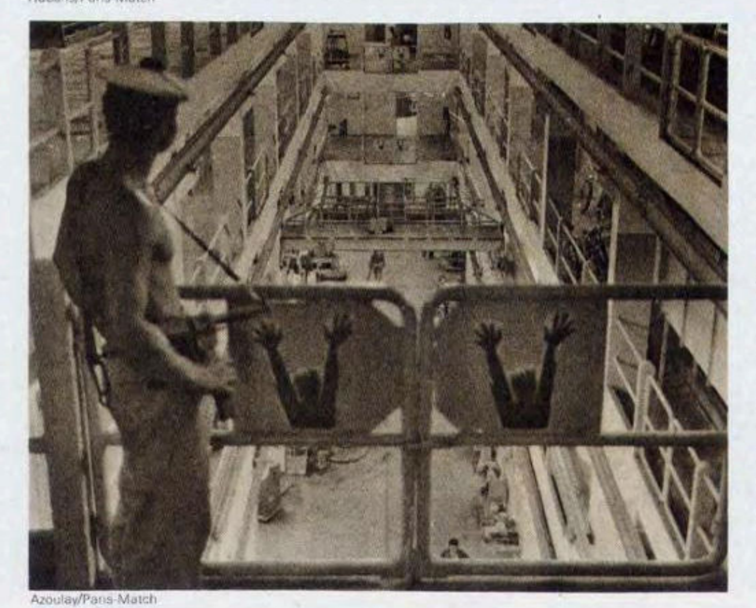
Pour Léopold Senghor, il s'agit d'un « conflit absurde ». Pour Sékou Touré, d'un « acte inqualifiable d'agression ». Moktar Ould-Daddah juge « indéfendable » l'attitude française, tandis que Modibo Keita estime qu' « en utilisant la force pour essayer de se maintenir à Bizerte, le gouvernement français éclaire d'un jour nouveau le danger que constitue l'existence de bases étrangères sur le sol national ».

Pour le général de Gaulle, cette condamnation générale, à quelques nuances près, constitue un phénomène très grave. Elle compromet la politique que le chef de l'Etat entend bientôt suivre. La France, une fois qu'elle aura recouvré sa liberté d'action et une force militaire digne de ce nom, grâce à la force de frappe, prendra la tête de tous les Etats du tiers monde pour battre en brèche l'impérialisme des deux Grands. Nul doute que l'affaire de Bizerte ne soit encore une des conséquences de la guerre d'Algérie. Celle-ci vient de compromettre les relations privilégiées qui auraient pu s'établir entre la France et la Tunisie. Aussi, plus que jamais, le général de Gaulle est-il décidé à se débarrasser d'abord du boulet algérien. H

François MILLES



Habans/Paris-Match



Azoulay/Paris-Match

***Ci-dessus* : les Tunisiens tirent sur les paras, ceux-ci ripostent mais ne rentrent pas dans la vieille ville. Et c'est le cessez-le-feu. *Ci-contre* : dans les bases souterraines, les marins veillent. *Ci-dessous* : les batteries françaises entrent en action. Les réactions de l'opinion à l'affaire de Bizerte sont très partagées. Les uns rejettent les torts sur Paris, les autres sur Tunis. La presse étrangère semble plutôt favorable à la France et le *New York Herald Tribune* écrit : « Bourguiba n'est pas Hannibal. Il ferait mieux de désarmer ses éléphants. »**



Azoulay/Paris-Match



Ribeaud

BATAILLE

◄ Un groupe de *djounoud* dans un maquis algérien. Au printemps de 1961, lorsque s'ouvre la conférence d'Évian, les forces intérieures de l'A.L.N. mènent, dans les montagnes d'Algérie, la bataille de la survie.

Lorsque s'ouvre, au mois de mai, à Evian, la conférence qui réunit les représentants du gouvernement français et ceux du G.P.R.A., celui-ci agit, sur le plan diplomatique, avec prudence, car il doit tenir compte d'une puissance « associée » mais non subordonnée aussi forte que la sienne, l'état-major général (E.M.G.).

Le chef de l'E.M.G., le colonel Houari Boumediene, et ses deux adjoints, le commandant Ali Menjli et le commandant Slimane (Kaïd Ahmed), commandent, en effet, depuis leur principal quartier général, celui de Ghardimaou (à 10 km de la frontière algéro-tunisienne), une force bien équipée et bien disciplinée de 25 000 hommes. Grâce à leurs offensives limitées, mais permanentes, avec appui d'artillerie, ces soldats « fixent » aux confins algéro-tunisiens, et, dans une moindre mesure, aux confins algéro-marocains, des effectifs français de 80 000 à 100 000 hommes, ce qui soulage d'autant les combattants des wilayas de l'intérieur, qui mènent, dans les montagnes d'Algérie, la bataille de la survie.

" Opportunistes capitulards "

Dans le rapport des forces qui s'établit, non seulement entre le camp français et le camp algérien, mais à l'intérieur du camp algérien, ils pèsent ainsi d'un poids de plus en plus lourd, et chacun voit bien que le rôle de l' « armée des frontières » ne cessera pas de croître.

Quelle est la carte d'identité de cette « armée des frontières » ?

C'est, avant tout, une force plébéienne, une armée de ruraux composée, pour l'essentiel, de petits fellahs qui, avant de prendre les armes, cultivaient péniblement un maigre lopin de terre, et aussi de paysans sans terre : chômeurs de la campagne ou semi-chômeurs ne travaillant que pour la moisson et la vendange ; *khammès* — métayers dont le droit musulman ne justifie que par la nécessité (*draoura*) le contrat de sujétion au propriétaire ; journaliers misérablement payés pour travailler « de la dernière étoile d'avant l'aube à la première étoile d'avant la nuit ».

Profondément arabo-musulmans, ces paysans pauvres en uniforme sont aussi profondément égalitaristes. Pour eux, l'indépendance de l'Algérie n'est pas une fin en soi et elle n'aura un sens que si elle s'accompagne d'une transformation des structures du pays leur permettant d'étancher leur « soif de terre ».

C'est au nom de l'égalitarisme et des idées fanoniennes sur la vocation révolutionnaire des paysans du tiers monde que de nombreux gradés, et même de simples soldats de l' « armée des frontières », expriment des inquiétudes sur l'avenir de la résistance algérienne. Il risque de se constituer, assurent-ils, non pas à côté du F.L.N., mais au sein du F.L.N. lui-même, une « troisième force » susceptible de s'allier avec les notables ayant récemment émergé sur la scène algérienne grâce au plan de Constantine et dans la « promotion musulmane » gaulliste, une néo-bourgeoisie capable de négocier, pour prendre sa place au soleil, un « partage des richesses du pays avec le néo-colonialisme français ».

Les plus véhéments s'en prennent particulièrement aux « nouveaux privilégiés », aux hauts fonctionnaires, diplomates, juristes et autres « bureaucrates » du G.P.R.A., qu'ils appellent ironiquement les « chefs de cabinet » et qu'ils traitent facilement de « profiteurs », d' « opportunistes capitulards » et de « planqués » préférant aux maquis du djebel le maquis de la procédure.

Très politisés, les « jeunes officiers » ne perdent pas une occasion de rappeler qu'aux termes de l'article 3 des statuts du F.L.N., adoptés par le Conseil national de la révolution algérienne de décembre 1959, « l'A.L.N. est partie intégrante du F.L.N. ; tout *djoundi* est militant du F.L.N., tout militant du F.L.N. peut être *djoundi* ». Il ne faudrait pas les pousser beaucoup pour qu'ils affirment, inversant la formule célèbre, que ce n'est pas le parti qui doit commander aux fusils, mais les fusils qui doivent commander au parti.

A ces réquisitoires des accusateurs en treillis, les porte-parole — en veston — du G.P.R.A., et notamment son ministre le plus puissant et le plus attaqué, Krim Belkacem, répondent que la critique est aisée, mais le gouvernement difficile, que les « civils » ne dépensent pas, en déplacements à l'étranger et en notes de frais pour missions diverses, autant d'argent qu'on dit à Ghardimaou, et que l'A.L.N., qui reçoit, pour ses unités et ses services, le plus gros du budget du F.L.N., est donc bien mal venue de donner des leçons de lutte contre le gaspillage.

Une force prétorienne

Ils expriment aussi — mais à voix basse — la crainte de voir l'armée bien entraînée, bien organisée et très bien équipée qui est en train de se constituer aux frontières, se transformer un jour en une force prétorienne, hypothéquant le destin politique de l'Algérie.

Pendant toute la période de « prénégociation » qui aboutit finalement à la rencontre d'Evian, les accrochages se multiplient entre Boumediene, d'une part, et, d'autre part, Krim Belkacem et plusieurs ministres « politiques » du G.P.R.A.

Le chef de l'E.M.G. reflète et exprime à la fois les vues et les aspirations de l'armée qu'il commande, car sa propre évolution est très proche de celle de ses soldats.

Ian Berry/Magnum



AUTOUR D'UN "MYSTÈRE"



Courrière/Paris-Match

Des maquisards algériens. Le potentiel intérieur de l'A.L.N. diminua d'un tiers environ en dix-huit mois.

Kahia

Boumediene et sa maison de Ghardimaou *(en haut).*

Boumediene a une aversion instinctive pour tout ce qui, dans l'univers algérien qui l'entoure, procède d'habitudes bourgeoises ou tend à l'embourgeoisement. S'il défend avec ténacité, en temps ordinaire, et avec brutalité, en période de crise, les prérogatives de son état-major général vis-à-vis du G.P.R.A., c'est qu'il donne à des conflits de compétence parfois assez techniques une couleur politique ; il est en effet persuadé que c'est l'A.L.N., et non pas l'actuel pouvoir « civil », qui sera demain l'instrument majeur d'une « option socialiste » puisant ses racines dans les masses populaires.

Bob Henriques/Magnum



« Che » Guevara *(à gauche)* et Fidel Castro *(à droite)* : deux « maîtres à penser » de ces paysans en uniforme que sont les soldats de l'A.L.N. dans leur grande majorité. Ils sont également proches des conceptions chinoises du « soldat populaire qui sait que le fusil et la pioche sont faits du même bois ».

La conférence trouve son rythme

Toutes ces certitudes et toutes ces méfiances sont à l'arrière-plan du contentieux entre « militaires » et « civils ». Boumediene reproche au G.P.R.A. de priver les combattants d'un argent inutilement « jeté par les fenêtres » par une administration dépensière, de se montrer trop conciliant, au nom des « impératifs diplomatiques », envers les autorités tunisiennes et marocaines, envers Bourguiba comme envers Mohammed V, et d'envisager enfin avec trop peu de fermeté les futurs pourparlers avec la France. Il a donné consigne à ses deux adjoints, qui le représentent d'une manière officieuse, mais permanente, à ces pourparlers, d'être là-bas, des « observateurs vigilants ».

A Evian, la conférence franco-F.L.N. a fini par trouver sa routine, son style et son rythme — celui d'une alternance régulière : jours pairs, jours impairs, entre le travail et le repos. Des habitudes ont été prises, un cérémonial, un rituel, établis.

Les jours de délibération, les trois hélicoptères suisses s'arrachent lourdement du sol, à cinq minutes d'intervalle, décollent des pelouses du Bois-d'Avault — la résidence, en Suisse, des négociateurs du G.P.R.A. — et ils atterrissent, un quart d'heure après, à Evian, sur l'esplanade qui fait face à l'hôtel du Parc. Leur arrivée donne le signal du départ des « 403 » et des « 404 » de la délégation française, qui descendent à vive allure la route en lacet venant du chalet de La Verniaz, où résident les diplomates de Paris.

Face au groupe de technocrates expérimentés que le ministre français des Affaires algériennes, Louis Joxe, et son principal adjoint, Bernard Tricot, ont amené avec eux (général Jean Simon, colonel de Seguins-Pozziz, Roland Cadet, Roland Billecart, Vincent Labouret, Claude Chayet, Bruno de Leusse), l'équipe algérienne aligne deux ministres (Krim Belkacem, Ahmed Francis), quatre « conseillers » (Saad Dahlab, ▶



A Mellègue, en territoire tunisien, le terrain d'exercice de l'Armée de libération.



L'instruction militaire des *djounoud* avec un armement d'origine soviétique.



Parfois, ils réussissent à abattre un avion. C'est la gloire... ou les ennuis.



L'armée des frontières : une force bien armée et bien équipée, aux offensives limitées.

un "Mystère" F-84 est abattu par des "djounoud"

Taïeb Boulharouf, Ahmed Boumendjel, Mohamed Ben Yahia) et un porte-parole (Reda Malek), qui, dans les « prénégociations » ont montré, eux aussi, leur savoir-faire. Les deux « nouveaux », le commandant Slimane et le commandant Menjli, ne sont autres que les « vigilants » dépêchés par Boumediene.

Lorsque la conférence d'Evian se termine — le 14 juin — sur un échec, c'est Menjli qui fait à certains journalistes les déclarations les plus acerbes : « Les Français ne se décident pas à nous dire si oui ou non ils nous considèrent comme les partenaires à part entière, les représentants authentiques de l'Algérie. Nous pensions que le fait de siéger à Evian signifiait que notre représentativité était reconnue, mais pour la délégation française, cette reconnaissance semble être à éclipses. Quand sont évoquées certaines questions délicates, comme celles qui concernent l'organisation d'un futur scrutin d'autodétermination en Algérie, on nous refuse la représentativité absolue. Nous ne sommes alors que « les représentants des combattants », une « organisation politique », un « courant parmi d'autres ». Cependant, quand il s'agit de réaliser et de faire respecter un cessez-le-feu, on ne marchande pas à l'A.L.N. sa représentativité. »

Une semaine plus tard, dans le climat de tension créé, à Tunis, par l'insuccès du premier contact public entre une délégation du F.L.N. et une délégation française, la crise ouverte entre le G.P.R.A. et l'E.M.G. éclate.

Le 21 juin, des avions français survolent le barrage de la frontière algéro-tunisienne et mitraillent un camp de l'A.L.N., tuant deux *djounoud* et en blessant deux autres. Un biréacteur *Mystère* F-84, qui, dans le cadre de cette mission, effectue un « piqué » sur le centre A.L.N. de Mellègue, est abattu par les soldats algériens. Le pilote, Frédéric Gaillard, qui a sauté en parachute, est fait prisonnier et amené à la ferme Moussa.

Le colonel Boumediene aussitôt prévenu, se rend sur les lieux, accompagné de Boualem Bessaih, l'interprète du C.N.R.A. Celui-ci s'entretient le premier avec le lieutenant français avant qu'il soit remis aux hommes des services spéciaux de l'A.L.N., qui l'interrogent.

Marchandage avec Bourguiba

Le chef de l'E.M.G. prévient, par téléphone, les responsables du G.P.R.A., qui reçoivent, d'autre part, des émissaires du gouvernement tunisien venus leur dire que Bourguiba réclame le pilote « pour le rendre à la France, ainsi que Paris le lui a demandé, et afin que cet incident ne prenne pas des proportions démesurées ». L' « incident » prendra, en fait, des proportions considérables, car les dirigeants de l'état-major — Boumediene, Menjli, Slimane et le commandant Azedine — ne le considèrent pas du tout de la même manière que les principaux leaders du G.P.R.A.

Soucieux de ne pas compromettre ses rapports avec l'appareil gouvernemental tunisien et désireux, d'autre part, de


Vautier

Une force plébéienne à laquelle un enseignement politique poussé est donné parallèlement à l'instruction militaire.

laisser ouverte la perspective d'une « deuxième manche » dans la partie serrée qu'il joue avec de Gaulle, le G.P.R.A. incline, en effet, vers la « solution de conciliation » qu'on lui propose. Tout au plus voit-il dans cette affaire l'occasion d'entamer un marchandage avec Bourguiba, qui se présente en demandeur, et de lui donner satisfaction en échange de quelques concessions au sujet du contentieux algéro-tunisien (c'est l'époque où les unités bourguibistes multiplient les petites opérations de contrôle, de surveillance, voire de blocus de l'A.L.N., pour montrer ainsi « la pleine souveraineté tunisienne » face à des « combattants algériens ayant trop tendance, au dire du Néo-Destour, à se conduire en Tunisie comme chez eux ».

Boumediene, au contraire, doit tenir compte de la sensibilité de ses soldats, qui comprendraient mal qu'on libérât le pilote d'une escadrille française qui vient de tuer ou de blesser certains de leurs compagnons. Garder le prisonnier entre des mains algériennes lui semble être, d'autre part, un excellent moyen de donner une leçon à Bourguiba, ce « Combattant suprême », qui ne combat plus que mollement pour l'émancipation des pays du Maghreb et envers qui le G.P.R.A. se montre, à ses yeux, scandaleusement pusillanime.

Une entrevue orageuse, à Tunis, entre Boumediene, Slimane et Menjli, d'une part, et de l'autre, Boussouf et Ben Tobbal, les deux puissants adjoints de Krim Belkacem, n'aboutit qu'à un maigre résultat : la décision d'ouvrir une enquête approfondie sur cette affaire.

L'A.L.N. s'obstinant à conserver le prisonnier et Bourguiba s'entêtant à réclamer qu'on lui livre l'aviateur, ne serait-ce que parce que l' « accident » a eu lieu en territoire tunisien, la crise s'envenime.

Après plusieurs heures d'une nouvelle discussion avec Boussouf et Ben Tobbal, Boumediene finit par accepter que ses deux interlocuteurs aillent prendre, à la ferme Moussa, livraison du prisonnier français, mais il explique à ses adjoints, aussitôt après cette conversation, que s'il n'a pas provoqué, en pleine guerre, une rupture irréparable avec le G.P.R.A., il entend donner à sa protestation la forme la plus spectaculaire : la démission. Slimane, Menjli et Azedine se solidarisent avec lui et c'est une démission collective de l'E.M.G. qui est ainsi présentée au G.P.R.A. — qui la refuse.

Frédéric Gaillard est remis discrètement aux Tunisiens, qui le remettront non moins discrètement aux Français. Mais si l'affaire de l'aviateur est ainsi classée, le conflit E.M.G.-G.P.R.A. s'aggravera encore. En effet, Boumediene, Slimane et Menjli « marqueront le coup » en quittant quelque temps la Tunisie (où ne restera qu'Azedine) pour se rendre à Cologne.

L'E.M.G. fait très vite savoir aux ministres du G.P.R.A. que, s'il ne donne pas de publicité à son geste, « afin de ne pas nuire à la cause algérienne en étalant sur la place publique les divisions internes du F.L.N. », il ne suspendra sa démission que lorsque le C.N.R.A., instance suprême de la révolution, aura tranché la querelle qui s'est élevée entre lui et le triumvirat Krim Belkacem - Boussouf - Ben Tobbal.

Le feu couve sous la cendre

Cette « démission suspensive » pèsera lourd, dès lors, sur la vie du F.L.N. et quand, en août 1961, Ben Khedda succédera à Ferhat Abbas, il trouvera le problème inchangé et même aggravé puisque, quelques jours à peine après son entrée en fonctions, l'E.M.G. diffusera un mémoire pour expliquer et justifier son attitude.

La « bouderie » de l'état-major apparaît très nettement à ceux qui connaissent les détours du sérail F.L.N., dès le 20 juillet, lorsque reprend, au château de Lugrin cette fois, après une nouvelle phase de pourparlers secrets, la deuxième « rencontre officielle » franco-F.L.N.

En revoyant la délégation algérienne à Lugrin, j'interpelle Ahmed Francis :

— Pour la seconde mi-temps avec l'équipe de l'Elysée, vous nous avez envoyé la même formation, mais il manque deux joueurs de poids, l'avant-centre Slimane et l'ailier gauche Menjli !

— Eh oui ! rétorque Francis, qui ne manque pas d'esprit. Nous n'avons qu'un remplaçant sous le maillot de l'A.L.N., le colonel Benaouda. Il y a là-dessous, un mystère, et même un *Mystère* F-84. Depuis le coup de Ben Bella, arraisonné en plein ciel en 1956, nous n'avons pas de chance, au F.L.N., avec cette nouvelle « affaire de l'avion » ! Enfin, j'espère que tout cela s'arrangera.

Le ministre des Finances de Ferhat Abbas était trop optimiste. Le conflit E.M.G.-G.P.R.A. ressemblera, pendant un an, à un feu couvant sous la cendre, mais le 30 juin 1962, au C.N.R.A. de Tripoli, à la veille même de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, ce feu deviendra un incendie. H

Albert Paul LENTIN

LUGRIN : TOUJOURS L'IMPASSE

Le 13 juin 1961, la conférence d'Evian s'est soldée par un échec malgré une évidente bonne volonté de part et d'autre. Si la délégation du G.P.R.A. a presque fini par suivre le conseil de Louis Joxe, « débroussailler ensemble toutes les questions », elle a refusé de suivre le second volet du diptyque, « soumettre ensemble une formule au peuple ». Au bout de trois semaines de pourparlers, si un rapprochement a pu s'esquisser sur certains points concernant notamment les modalités de l'autodétermination, le caractère de la période transitoire avec la présence de l'armée française, le désaccord n'en reste pas moins considérable sur les questions fondamentales.

Le F.L.N. n'a cessé d'affirmer la souveraineté du futur Etat algérien sur le Sahara. Il a énergiquement refusé de reconnaître un statut spécial à la minorité européenne et il a repoussé l'idée d'une double nationalité. Il s'est encore opposé à tout accord de coopération avec la France avant l'indépendance totale d'une Algérie libre et souveraine. Enfin, malgré la décision française d'interrompre toute opération offensive et de respecter un cessez-le-feu *de facto*, la délégation algérienne a rejeté le principe d'une suspension d'armes à titre de préalable.



Le vieux château de Lugrin. ▶ Le lundi 17 juillet, deux communiqués, publiés simultanément à Paris et à Tunis, annoncèrent que les conversations engagées le 20 mai à Évian entre représentants français et algériens reprendraient le 20 juillet à Lugrin. Et dès le mardi 18, la délégation algérienne quitta Tunis pour Genève. Mais lorsque s'ouvrent les négociations, personne ne nourrit beaucoup d'illusions sur les chances de succès que peut avoir cette nouvelle tentative.

De Potier/Paris-Match



Freddy Bertrand

De gauche à droite : **Taïeb Boulharouf, Ahmed Francis, un inspecteur F.L.N., Krim Belkacem et Saad Dahlab.**

Rencontre secrète

La conférence ne s'est pourtant pas terminée sur une rupture complète et, d'un côté comme de l'autre, on a décidé de ne pas aggraver le différend et de conserver le contact. « Ne pas insulter l'avenir », a déclaré Krim Belkacem. De fait, Bruno de Leusse et Vincent Labouret rencontrent avec le maximum de discrétion Saad Dahlab et Boulharouf au vieux château de Lugrin, qui domine la ville d'Evian. Des messages sont encore échangés par l'intermédiaire des services helvétiques. Mais le résultat de cette méthode est mince. Le F.L.N. refuse d'aborder les problèmes de fond en dehors d'une rencontre officielle, style Evian.

Conscient des dangers de reprendre des pourparlers sans programme précis ni préalable, Louis Joxe propose alors au G.P.R.A. une rencontre secrète avec un délégué algérien, ne serait-ce que pour déterminer les chapitres susceptibles de faire l'objet de négociations utiles. Il se heurte à un refus. Le F.L.N. annonce qu'il tient des propositions concrètes en réserve, mais qu'il ne les formulera qu'à l'occasion de la reprise des négociations. En désespoir de cause, les Français se rallient à ce point de vue et, le 20 juillet, une nouvelle conférence s'ouvre à Lugrin, avec le même luxe impressionnant de précautions.

Les délégués français ne brillent pas alors par l'optimisme. Les bases sur les-





Joxe et la délégation française au château de Lugrin : un climat alourdi par l'écho des événements de Bizerte.

quelles ils avaient cherché à placer les pourparlers à Evian se lézardent ou sont même en train de s'effondrer. Coup de Fréjac, le porte-parole de la délégation du gouvernement, vient de tirer la sonnette d'alarme à Paris. Avant d'être reçu par de Gaulle, il a rencontré Louis Joxe et Bernard Tricot, et s'est lancé dans un tableau de la situation en Algérie qui apparaît comme singulièrement sombre. La communauté européenne ne constitue plus un facteur de négociation. Elle ne sera pas le ferment de la future République algérienne, la garante de la réussite d'un plan de Constantine poursuivi après l'indépendance. Dans un geste de désespoir, les pieds-noirs s'identifient avec l'O.A.S. et, après l'autodétermination, il ne leur restera comme solution que la valise ou le cercueil. Toute cohabitation est devenue impossible. Les musulmans, poussés à bout, massacreront ou chasseront les Européens. Ce ne sont pas 200 000 rapatriés qu'il faudra accueillir en métropole, mais au moins 500 000 en un mois.

Certes, le tableau de Coup de Fréjac paraît exagérément pessimiste. On veut y trouver quelque relent de la crise d'avril. L'effet n'en est pas moins sévère. On veut, cependant, se bercer encore d'une illusion, celle de pouvoir apaiser les Européens, de les convaincre de la qualité des accords de garantie que l'on ne désespère pas d'obtenir. Mais il y a plus grave. La position de la France au Sahara se dégrade et dans une certaine mesure, c'est une monnaie d'échange qui disparaît. Au lendemain d'Evian, Bernard Tricot a remis sur ce sujet une note au chef de l'Etat qui engage, somme toute, le général de Gaulle à infléchir sa position. La poursuite de la guerre offre d'énormes inconvénients. Le Sahara ne pourra rester indéfiniment français. Il s'agit surtout de prévoir les étapes de l'évolution.

Une malencontreuse affaire

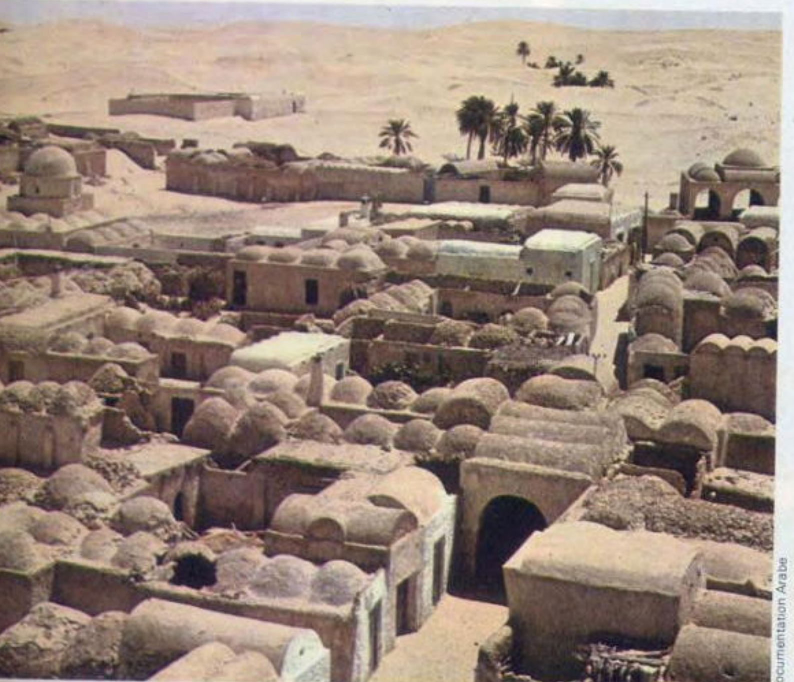
Somme toute, sans renoncer officiellement à sa souveraineté, la France peut prévoir une position de repli qui permettra d'obtenir d'autres avantages du G.P.R.A. Après l'indépendance, l'Algérie continuerait à bénéficier de tous les avantages qu'elle retire déjà du Sahara. Elle serait associée aux négociations internationales sur son avenir. On pourrait même lui accorder en toute souveraineté la partie septentrionale, la plus peuplée, celle qui s'étend de Tindouf à El-Oued.

Mais le 18 juillet, le jour même où la délégation du G.P.R.A. quitte Tunis pour Genève, l'affaire de Bizerte torpille, en quelque sorte, le projet. Non seulement les Tunisiens s'en prennent à Bizerte, mais ils tentent par la force de rectifier la frontière saharienne dans la zone pétrolifère d'Edjelé. Certes, la réplique française a été magistrale. Il n'en reste pas moins que la rupture est pour l'instant complète entre Paris et Tunis, et le fait est d'autant plus grave que c'est sur Bourguiba tout spécialement que le général de Gaulle comptait pour mettre au point une solution « communautaire » du problème saharien. En outre, en repoussant les Tunisiens, les troupes françaises ont assuré la défense d'un patrimoine encore commun à la France et à l'Algérie, et se sont involontairement rapprochées du F.L.N. Au total, à la fin de juillet, le principe de la souveraineté ▶

Lepage

À Edjelé, ravitaillement d'un avion. La question saharienne, une fois encore...

l'Algérie glisse dans l'anarchie, devien



Documentation Arabe

... sera au cœur de toutes les discussions. *Ci-dessus* : une petite ville du Sud.



Lepage

Essai de débit d'un puits à Edjelé. Le pétrole brut est brûlé dès sa sortie du sol.

française sur le Sahara a bien perdu de son caractère absolu.

Ainsi, le « coup de Bizerte » ressoude le Maghreb contre la France. La Tunisie tient, elle aussi, à avoir sa part territoriale du gâteau saharien. Les chances d'un marchandage avec le F.L.N. : souveraineté évolutive de l'Etat algérien sur le Sahara en échange d'accords de garantie, s'estompent. Cette malencontreuse affaire efface, en grande partie, l'effet qu'avait pu produire l'allocution du général de Gaulle, le 12 juillet. Si la déclaration était surtout à l'usage intérieur et visait les « équipes de la hargne et de la grogne », le volet algérien n'en était pas moins important. De nouveau, le chef de l'Etat a laissé planer la menace d'un désengagement total : « La France est décidée à cesser d'engloutir à fonds perdus ses efforts, ses hommes et son argent. » Toutefois, le général ne fait pas allusion au Sahara, il atténue l'idée de regroupement considéré comme le prélude à un rembarquement. Surtout, il prononce pour la première fois le mot « indépendance » : « La France accepte sans aucune réserve que les populations algériennes constituent un Etat entièrement indépendant. »

Ouverte le 20 juillet, la nouvelle conférence se termine huit jours plus tard sur un échec qui semble encore plus grave que le précédent. En fait, dès la deuxième séance, on a eu le sentiment de l'impasse. Pourtant, dès le départ, Joxe met la délégation du G.P.R.A. au pied du mur : « Nous sommes, comme au premier jour de nos pourparlers, dans l'ignorance de l'avenir que vous voulez préparer à l'Algérie nouvelle. Nous ne savons pas où vous voulez aller. Dites-nous vos projets, nous sommes ici pour traiter de tout. » Krim Belkacem proteste alors de sa volonté de négociation mais ne fait que se retrancher derrière des positions connues. Refus d'un statut pour les Européens mais pas de discrimination et respect des particularismes. Souveraineté de l'Algérie sur le Sahara mais coopéra-

Bernard Nantet



◄ Targui du Hoggar. Particulièrement délicates sont les discussions sur le Sahara, sujet sur lequel le F.L.N. reste très réticent. La contradiction entre les deux points de vue amènera la cassure, inévitable.

tion pour l'exploitation. Quant au cessez-le feu, il pourrait intervenir au cas où un accord politique paraîtrait en vue.

Toutefois, les jours suivants, quelques progrès sont réalisés. Un catalogue de questions pourra être confié à des commissions. Il concerne les garanties et le champ d'application de l'autodétermination, le régime transitoire de l'Algérie entre le cessez-le-feu et le scrutin, le régime et les garanties des Européens, qu'ils aient acquis la citoyenneté algérienne ou conservé leur nationalité, enfin la coopération entre les deux pays et les problèmes de défense.

Même s'il ne s'agit que d'un inventaire, d'un programme de travail, il n'en est pas moins révélateur. Il trahit un assouplissement du côté du F.L.N., hostile jusque-là à ce que l'on s'engage trop vite dans la « technicité ». Il marque aussi un certain recul de la position française par rapport à Evian. Le principe de la double nationalité est abandonné, ainsi que le régime spécial à accorder aux villes à forte population européenne. Le régime des garanties à discuter s'applique déjà aux options définies par le F.L.N.

Recrudescence de la terreur

En fait, c'est sur le Sahara que « l'impasse » se manifeste. Pourtant, là aussi, la position française s'est singulièrement assouplie. A plusieurs reprises, Joxe précise bien que la souveraineté n'est plus pour la France la question principale et que les problèmes d'exploitation n'impliquent nullement un abandon des thèses doctrinales. La délégation française cherche à placer la discussion sur le terrain des intérêts, des problèmes concrets. Elle laisse entendre que ce qui intéresse la France, c'est le maintien de ses communications avec l'Afrique noire, l'achèvement de son programme d'essais atomiques, l'exploitation des ressources pétrolières. Mais, sur ce point, les délégués du F.L.N. refusent la perche qui leur est tendue. Ahmed Francis et Krim Belkacem se réfugient dans l'intransigeance. Aucune discussion économique ne pourra avoir lieu tant que la souveraineté de l'Algérie sur le Sahara ne sera pas nettement affirmée.

Ainsi, malgré des appels du pied non déguisés et d'indiscutables concessions sur ce qui avait constitué les « points d'ancrage » de la position française à Evian, les pourparlers butent toujours sur des questions de principe. Le 27 juillet, Joxe effectue une dernière tentative pour débloquer la négociation. Il offre une rencontre avec Krim Belkacem. Celle-ci se déroule le lendemain en présence de Bruno de Leusse et de Dahlab. Elle n'aboutit pas. Belkacem refuse toute concession sur le cessez-le-feu et le Sahara. L'autodétermination doit s'appliquer à tout le territoire.

On en revient donc toujours au même point. Le G.P.R.A. ne veut pas discuter des questions d'intérêts et des problèmes économiques tant que n'auront pas été solennellement reconnues l' « intégrité territoriale », l' « unité du peuple algérien » et l'indépendance d'un Etat « souverain au-dedans et au-dehors ». On ne peut s'empêcher alors d'évoquer la déclaration de Malek, le 13 juin, qui reprochait à la France de vouloir « amener le F.L.N. à accepter un Etat algérien amputé des quatre cinquièmes de son territoire, dominé par certaines enclaves militaires, miné de l'intérieur par la cristallisation d'une partie de la population autour d'intérêts coloniaux révolus ».

Mais, cette fois, c'est la délégation F.L.N. qui prend l'initiative de la suspension des négociations en reprenant à peu près les mêmes termes que les Français à Evian. Toutefois, là encore, on sent la volonté de ne pas couper les ponts. Il ne s'agit que d'un ajournement. « Ce n'est pas la rupture, affirme Saad Dahlab, mais une nouvelle suspension ; des débuts d'accord ont pu être réalisés. Ce qui a été acquis ne doit pas être perdu. Nous garderons le contact. » Le même jour, dans une conférence de presse, Malek explique que l'échec est dû essentiellement à la position française sur le Sahara : « C'est ainsi que nous sommes arrivés dans une impasse. Le gouvernement français et la délégation française prennent une lourde responsabilité, car la guerre d'Algérie risque de se poursuivre en prenant l'allure d'une guerre pour le contrôle des richesses sahariennes, d'une guerre pour le pétrole, si vous voulez. »

Au lendemain de Lugrin, c'est du côté français que la déception est la plus vive. En Algérie, le temps travaille contre le gouvernement. Le pays glisse à l'anarchie, devient le champ d'action des extrêmes et la situation risque de devenir incontrôlable. Force est de reconnaître que la trêve a été une aubaine inespérée pour l'A.L.N. décimée, exsangue. En quelques semaines, celle-ci a recouvré une vigueur qu'on ne lui connaissait plus et si l'activité militaire proprement dite reste médiocre, les attentats se multiplient. Le 28 et le 29 juillet, au moment de la suspension des pourparlers, différentes opérations terroristes font 18 morts et 96 blessés. Les jours suivants, le rythme ne faiblit pas. Le 8 août, on enregistre 12 morts et 15 blessés.

Lefebvre/Paris-Match



Manifestation paysanne en France. Le mécontentement, qui a éclaté d'abord en Bretagne, gagne tout le pays.

Le gouvernement se voit alors contraint de rendre à l'armée sa liberté d'action, même si l'on distingue des arrondissements « prioritaires » et « privilégiés ». Les attentats n'en continuent pas moins. Il n'est pas de jour où l'on n'enregistre des embuscades, des mitraillages, des explosions, des assassinats. Le 15 août, le grand mufti de Bône est tué par un terroriste. Le 23, un camion saute sur une mine : 9 morts, 17 blessés. Le 27, l'explosion de trois grenades sur la plage de Bône fait 13 blessés...

Cette recrudescence de la terreur s'accompagne de violentes réactions européennes. A Oran, à Bône, des musulmans sont lynchés par la foule. Simultanément, l'O.A.S. accentue son emprise sur la population et se livre à un festival permanent de plastic. Le 2 août, huit bombes

(Suite page 2828)

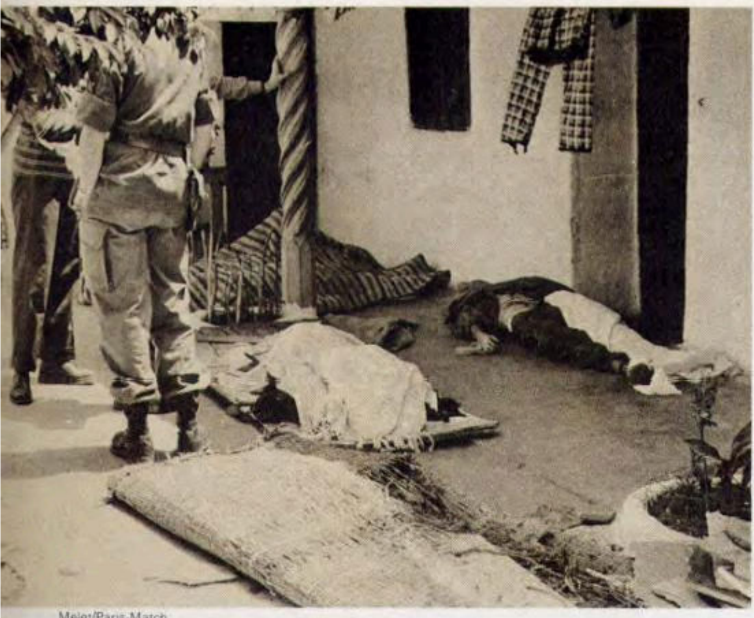


Oued dans l'Aurès, massif où se dressent les sommets les plus élevés d'Algérie. L'Aurès fut, de tout temps, une place forte, presque inaccessible aux conquérants.

C. Gallet



l'O.A.S. lance des émissions pirates sur les antennes de



Melet/Paris-Match

En Algérie, on assiste à une recrudescence d'attentats. Le lourd bilan du terrorisme s'aggrave chaque jour et, fait nouveau, des musulmans en armes participent maintenant à toutes les manifestations. Certains, interrogés, ont confirmé ces faits, précisant qu'ils avaient été désignés pour manifester. L'O.A.S., de son côté, commet de nombreux attentats. Des « ratonnades » ont lieu : des musulmans sont molestés, des voitures renversées et incendiées. Des batailles rangées se produisent un peu partout dans le pays entre musulmans et Européens.



Dalmas

(Suite de la page 2825)

explosent à Alger, neuf le lendemain. Dans la nuit du 5 au 6, on compte 34 attentats au plastic, 13 encore le 9 août. Le 18, une sèche statistique annonce que 1 072 attentats ont été commis en trois mois. Dans le seul arrondissement d'Alger, on a compté 7 blessés du 26 avril au 26 mai, 11, du 26 mai au 26 juin, 60, du 26 juin au 26 juillet... pour un total de 480 explosions. Enfin, à quatre reprises, l'O.A.S. réussit à lancer des « émissions pirates » sur les antennes de la radio d'Alger.

En France, le contrecoup de cette agitation se fait sentir. Des organisations comme la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F. se déclarent « préoccupées par la situation générale » et décidées à « rester en contact en vue de s'opposer, conformément aux engagements pris, à tout nouveau coup de force ». Dans l'ensemble, le climat de l'été est mauvais. Le malaise paysan n'a jamais été plus profond et s'exprime par des meetings, des barrages, des sabotages. Avant de partir en vacances, le Parlement a clairement manifesté son dépit d'être réduit à un rôle de façade. Le 5 juillet, Mitterrand a durement attaqué Michel Debré : « Vous avez mis trois ans à défaire les espérances et les promesses que vous aviez entretenues pendant dix ans. C'est le système qu'il faut changer. Un régime qui préfère les ovations aux votes du Parlement et obéit à la colère de la foule plutôt qu'à la loi n'est pas un régime parlementaire. »

Pour clore le tout, une nouvelle crise internationale semble poindre à l'horizon au sujet du problème de Berlin. Pour toutes ces raisons, le général de Gaulle est décidé, plus que jamais, à se débarrasser du fardeau algérien.

Dans la grande salle des fêtes

Puisque le F.L.N. veut faire du Sahara « la porte d'entrée de la négociation », autant lui donner tout de suite satisfaction, d'autant plus que l'affaire de Bizerte ruine le plan d'une exploitation communautaire du Sahara sous l'égide de la France.

Il s'agit donc de relancer la négociation et c'est le but essentiel de la conférence de presse du 5 septembre. Dans la grande salle des fêtes de l'Elysée, c'est, une fois de plus, le cérémonial traditionnel à une exception près : il n'y a pas de déclaration liminaire. Quatre thèmes dominent : Berlin, l'affaire de Bizerte, le problème paysan et, bien entendu, l'Algérie. C'est là qu'apparaît l'élément nouveau, sans équivoque : « Il y a l'affaire du Sahara. Pour ce qui est du Sahara, notre ligne de conduite est celle qui sauvegarde nos intérêts et qui tient compte des réalités. Nos intérêts consistent en ceci : libre exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découverts et que nous découvrirons, disposition de terrains d'aviation et droits de circulation pour nos communications avec l'Afrique noire. Les réalités, c'est qu'il n'y a pas un seul Algérien, je le sais, qui ne pense que le Sahara doive faire partie de l'Algérie et qu'il n'y aurait pas un seul gouvernement algérien, quelle que soit son orientation par rapport à la France, qui ne doive revendiquer sans relâche la souveraineté algérienne sur le Sahara. »

La concession est de taille. Deux réserves apparaissent, cependant, deux conditions. Tout d'abord, les populations sahariennes seront consultées. Mais surtout, la France ne transférera la souveraineté sur le Sahara à « l'Etat algérien » que si celui-ci accepte l'association avec la France et y respecte « ses intérêts ». Dans le cas contraire, la France resterait au Sahara « pour autant que l'inconvénient ne sera pas supérieur à l'avantage ». L'idée d'un marchandage est maintenue.

Dans l'ensemble, les réactions en France à cette déclaration ne sont pas des plus favorables. Certains prennent un malin plaisir à souligner les contradictions entre le président de la République et le pre-



Des maquisards de ▶ l'A.L.N. La trêve unilatérale décidée par les Français sera mise à profit par elle pour tendre des embuscades à des convois militaires ou attaquer des postes isolés, parfois grâce à la complicité de harkis qui, cherchant à se « dédouaner », ont déserté en emportant leurs armes. Les propagandistes F.L.N., de leur côté, ne restent pas inactifs. Il n'est pas un douar, pas une mechta où ils ne passent. Et peu à peu, la population est ainsi « reprise en main ».

Vautier



Pochard

◀ Troupes françaises en opération. Réduites à la défensive depuis le 20 mai, par suite de la trêve unilatérale, les forces de l'ordre, qui, jusque-là, ont incarné, aux yeux des musulmans, la volonté française de triompher, ont alors, dans de nombreux secteurs, recueilli le mépris populaire. Le 16 août, le commandement annonce la reprise des opérations contre le maquis, et le potentiel intérieur de l'A.L.N. continuera de s'effriter. Mais il sera trop tard pour regagner la confiance de la population. La trêve unilatérale, s'ajoutant aux discours présidentiels, n'aura eu pour effet que de renforcer la position du F.L.N. en Algérie.

mier ministre. En réponse à une question écrite d'un parlementaire, Michel Debré n'a-t-il pas répondu, au début de juillet, qu'il était décidé à conserver la souveraineté sur le Sahara ? Mais l'important n'est pas là. On attend la réaction du G.P.R.A. Après avoir obtenu satisfaction sur le préalable, on estime généralement que le F.L.N. va reprendre la négociation. Or c'est une déception, comme en témoigne le message du 15 septembre adressé de Tunis aux Algériens : « Nous sommes persuadés qu'une négociation franche et loyale, qui permettra à notre peuple d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance dans le cadre de son intégrité territoriale, pourra mettre fin à la guerre et ouvrira la voie à une coopération fructueuse dans l'intérêt des peuples algérien et français. »

Ainsi, le F.L.N. prend acte et c'est tout. Il ne saisit pas la balle au bond et les négociations restent suspendues. A cette date, on commence à avoir l'explication de son comportement. Le F.L.N. sort à peine d'une longue crise qui s'est traduite, le 28 août, par un profond remaniement du G.P.R.A. Ferhat Abbas et Ahmed Francis ne font plus partie de la nouvelle équipe. C'est Ben Khedda qui accède à la présidence et Saad Dahlab devient ministre des Affaires étrangères. A n'en pas douter, ce remaniement traduit un « gauchissement » de la rébellion. Mais, de toute manière, le F.L.N. ne semble plus pressé de négocier. Le temps paraît travailler pour lui. Le terrorisme se développe à nouveau en Algérie. Les masses reprennent confiance en l'A.L.N. Ni le Maroc et encore moins la Tunisie ne sont décidés à entrer dans les vues de la France sur le Sahara. En attendant encore, on peut espérer de nouvelles concessions du gouvernement français. Ainsi, l'impasse subsiste toujours et la guerre continue. H

Philippe MASSON



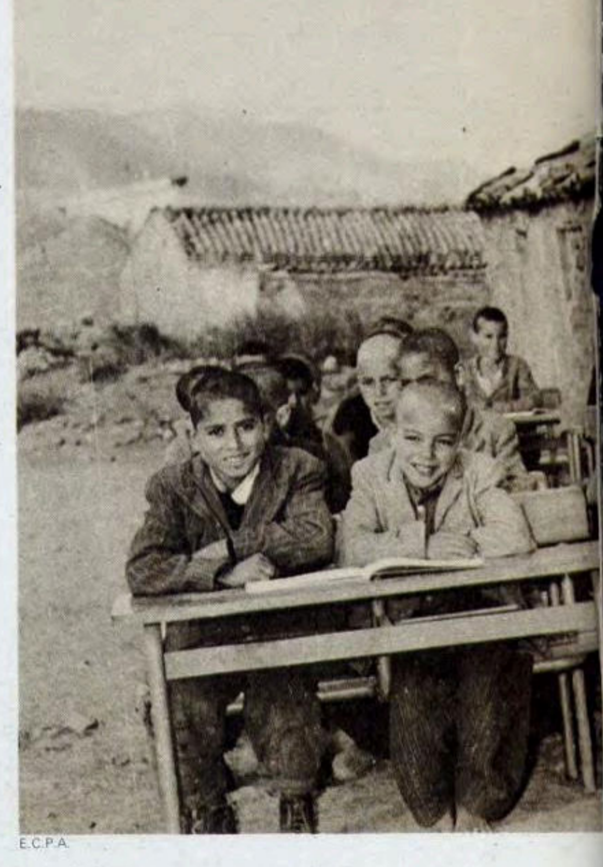
Dalmas

◀ Soldats et villageois prennent part à la construction d'une école. L'enseignement dans le bled est devenu l'affaire de l'armée, et le nombre d'écoles primaires s'est accru considérablement.

Les écoles ont trop de ▶ succès. Et dans certains secteurs, faute de place, on doit opérer une sélection et donner priorité aux garçons et, parmi eux, aux fils des familles les plus indigentes.

◀ Le temps n'est plus où les garçons, seuls, se rendaient à l'école. Les filles y vont aussi. Elles apprennent à lire, à écrire et à exécuter des travaux manuels : la broderie, par exemple.

Y. G. Bergès



E.C.P.A.

UN "FRANCAOUI" DANS L'ORANAIS

ALLER en Algérie pour la rentrée des classes ? Pourquoi pas ? Les raisons qui pouvaient faire souhaiter une tout autre affectation à un chef de famille n'avaient pas à arrêter un fonctionnaire disponible, voyageant seul, curieux de voir de près ce qui se passait et ce qui allait se passer. Je fus donc très heureux d'une nomination à Tiaret.

Très vite, et à ma surprise, il me fallut revoir et modifier les notions assez sombres que m'avait laissées la lecture des journaux. L'amitié franco-algérienne, franco-musulmane, vue sur place, et à Tiaret plus nettement qu'à Oran, semblait bien une réalité. Le maintien de notre présence n'était pas, après tout, tellement contraire au sens de l'Histoire. Notre empreinte, partout, était trop profonde... Je pus rapidement oublier le ridicule incident survenu sur la route, à Relizane, où un soldat assez mal « sapé », la mitraillette pointée sur moi, m'avait demandé mes papiers.

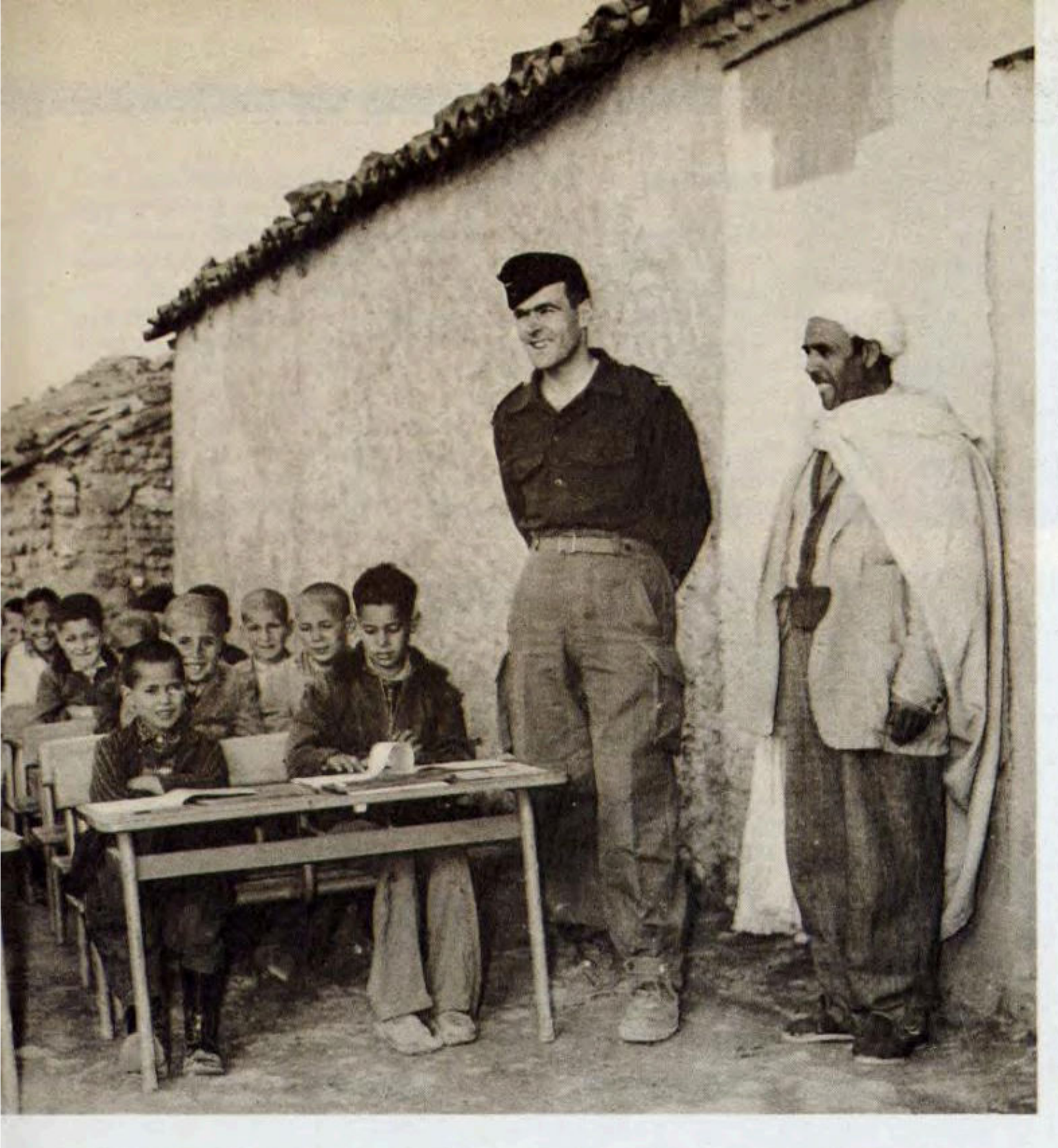
Dès mon arrivée, pourtant, je devais constater que l'on s'habituait sans peine à des conditions de vie qui rappelaient un peu celles qu'avaient connues les premiers colons. Beaucoup avaient défriché la terre, labouré, sans se séparer de leur fusil. Après les moments d'inquiétude, les alertes, peu fréquentes après tout, l'insouciance reprenait le dessus, la confiance revenait. Les colons, il est vrai, étaient toujours repliés en ville, où la sécurité était assurée par une solide garnison que renforçaient les U.T., formées de tous les hommes valides, en état d'assurer un service de quadrillage ou un tour de garde.

A ma première sortie en ville, appro-

Y. G. Bergès



◀ Les bonnes volontés ne manquaient pas et le soldat-instituteur n'était pas toujours enseignant dans le civil. On vit même des légionnaires du 1er R.E.P. faire la classe, et l'on pouvait entendre des caporaux wurtembergeois enseigner le français aux petits Kabyles avec l'accent de Sigmaringen...



chant d'une école où je comptais jeter un coup d'œil en passant, je vis une dame serrée de près par une foule grouillante, plusieurs dizaines de « fatmas », ou Françaises musulmanes selon la terminologie récemment adoptée. C'était la directrice de l'école, harcelée par des mères de famille agitées et piaillantes qui insistaient pour que leur enfant fût inscrit, admis, alors qu'il n'y avait plus de place dans les classes.

La scène me parut significative et bien réjouissante : les Algériens avaient donc confiance, confiance dans l'issue de la lutte, confiance dans notre administration et ce qu'elle leur apportait, la possibilité notamment de faire instruire leurs enfants.

Cet empressement pouvait me faire croire à un réel attachement de la population pour la France. Quelques semaines plus tard, je devais comprendre que le sentiment ne jouait pas vraiment. Dans les conditions économiques déplorables que connaissaient les populations de l'arrière-pays oranais, les hommes sans ressources stables, la plupart sans terrain de culture, sans emploi fixe, sans autre travail rémunéré qu'une embauche saisonnière, pour la moisson, le battage du grain ou le ramassage des lentilles dans les hautes plaines voisines, apprendre à lire et à écrire constituait la seule préparation des jeunes à une vie bien précaire.

Aucune grande industrie n'existait en ville ni dans le département, et il en était de même dans les départements voisins. L'enseignement professionnel à peu près inexistant, les possibilités de faire apprendre un métier à un garçon étaient des plus réduites, chez un petit entrepreneur, un garagiste, dans une entreprise artisanale de forge ou de menuiserie.

Un « Francaoui » nouveau venu dans le pays ne pouvait qu'être frappé de voir les alignements ou rassemblements de chômeurs, en ville et dans les gros villages, ou occupant tous les sièges d'un café maure qui les accueillait alors même que bien rares étaient ceux qui pouvaient s'offrir un café ou une « gazouse » (limonade).

Pendant que les mères de famille se battaient pour faire admettre leur progéniture à l'école, l'administration et l'armée faisaient de leur mieux pour satisfaire un besoin général dont on n'avait pris conscience que depuis peu. Avec un retard de trois quarts de siècle sur les lois organiques qui avaient rendu la scolarité obligatoire en France, le gouvernement venait d'élaborer un plan de scolarisation dont l'application devait permettre de voir les écoles se multiplier dans le bled, à l'écart des villages dits « de colonisation », à population surtout européenne et déjà pourvus.

Dans les douars perdus, les cantonnements isolés, les locaux manquaient, et l'armée prêtait souvent des tentes, elle détachait aussi des jeunes du contingent, des normaliens, des bacheliers. Tous les responsables de l'administration et de l'armée, du Service psychologique, admettaient avec une grande confiance que l'école ne pouvait manquer d'ouvrir les esprits et les cœurs, d'aider avec une efficacité certaine, sinon à assimiler vraiment les masses, du moins à franciser, dans une certaine mesure, les jeunes générations.

Pas de chants pour les enfants

En ville, dans une école importante, on groupait les élèves français dans la ou les mêmes classes, moins par souci de la ségrégation que pour unifier le niveau des cours. Dans les écoles de village, plus modestes, les enfants algériens, bien plus nombreux, et français, étaient assis sur les mêmes bancs, soumis à la même discipline. Assez vite, les premiers parlaient couramment notre langue et les fillettes se distinguaient en se débarrassant très tôt d'un accent que gardaient longtemps encore les garçons. Aux récréations, tous participaient aux mêmes jeux.

Les garçons se retrouvaient même après la classe, ou le jeudi, pour se répartir en bandes, les soldats contre les fellaghas, les premiers parés de panoplies de shérif et armés, alors que les autres se contentaient de bâtons tenant lieu de mausers et de mitraillettes, dans un simulacre ou apprentissage qui ne choquait personne. Les fillettes, toutes gardées à la maison avec un soin jaloux, n'avaient pas autant de liberté que les garçons. Parfois pourtant on trouvait les petites Algériennes dans des rondes, des évolutions, chantant des couplets appris à l'école, de vieux airs de chez nous : *Ah mon beau château, Mon ami Pierre, Enfilons les aiguilles de bois.* Jamais de chants arabes ou en dialecte, et je cherchai vainement à en entendre. Des Français arabisants, des Algériens pères de famille m'assurèrent que le folklore local chantait bien l'amour, le mariage, la guerre, mais ne comportait pas de chants pour enfants. Je fus heureux d'apprendre ainsi que l'école comblait une lacune, donnait une distraction, une forme de jeu à des enfants pour la plupart bien dépourvus de jouets.

Les écoles normales d'Alger-Bouzaréa, d'Oran et de Constantine ne suffisaient pas et il ne venait plus d'instituteurs de métropole. On recruta donc comme maîtres, comme instructeurs, des jeunes gens titulaires de la première partie du baccalauréat, ou d'un brevet, n'importe

à Tiaret, l'explosion de deux obus d


Palacio

◀ **Colomb-Béchar. La vie d'un instituteur, dans la moitié sud de l'Oranie, à peu près désertique, était souvent difficile car il arrivait qu'il y fût seul, sans personne à qui parler métier, à qui demander un conseil ou un encouragement quand le doute le gagnait.**

lequel, même d'enseignement commercial ou industriel. On créa à leur intention des centres de formation accélérée, un par igamie, ou région. Celui d'Aïn-et-Turk, à l'ouest d'Oran, admettait une partie, et une partie seulement, des nouvelles recrues, venues des villes du littoral ou de France.

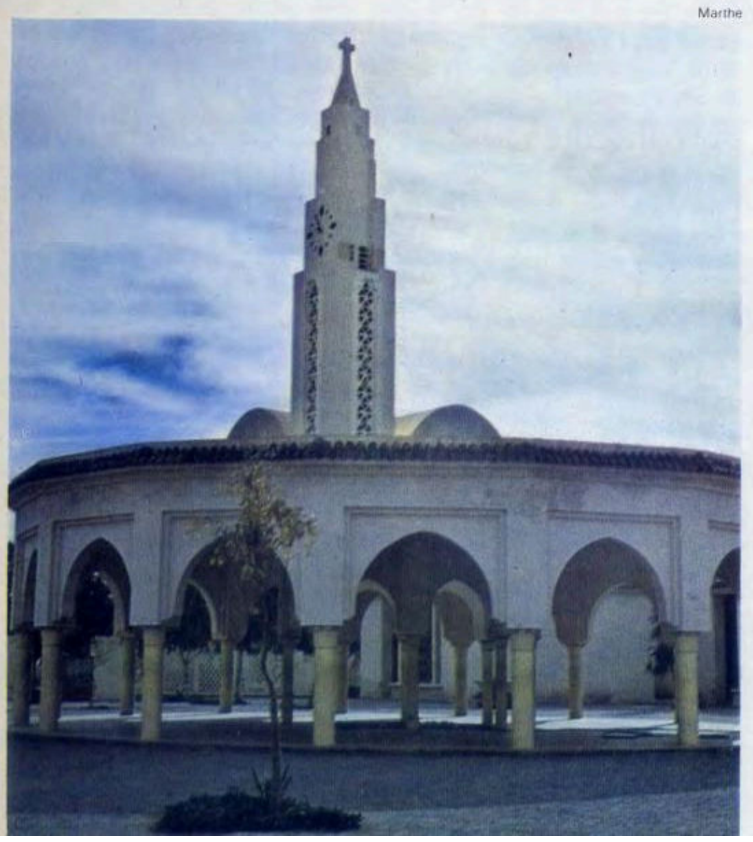
Les plus nombreux, qui n'y allaient pas, étaient aussitôt répartis entre les départements, les circonscriptions scolaires, vite envoyés dans les écoles où attendaient déjà les élèves, sans autre possibilité de formation professionnelle — en attendant mieux — qu'un stage d'une semaine passée à voir et écouter un maître chevronné.

La bonne volonté était assez générale. Les apprentis pédagogues nommés dans un chef-lieu ou à un poste facilement accessible étaient vus aussi souvent que possible, suivis, conseillés et aidés par les adjoints d'inspection et les conseillers pédagogiques. Bon nombre étaient cependant envoyés dans les écoles du bled, pas toutes faciles d'accès. A deux ou trois, les conditions de vie étaient acceptables pour ces jeunes gens, s'ils savaient se passer de cinéma et d'autres distractions : on discutait, on cherchait ensemble comment faire, et mieux faire.

On en voyait enfin, parfois, dans le nombre, qui, après avoir reçu quelques indications et conseils, assisté à quelques leçons modèles données, expliquées par un ancien, feuilleté ou lu un manuel de pédagogie, heureusement doués ou

Baron

Marthe



***Ci-dessus* : l'école d'Ouargla ; *à gauche* : celle de Colomb-Béchar. Longtemps, l'éducation des enfants a été faite par le *taleb*, ou instituteur coranique, qui se bornait à faire apprendre les surates. Puis, peu à peu, les Français ont entrepris la scolarisation des enfants musulmans. Mais malgré l'effort immense réalisé au cours des dernières années dans toutes les écoles, les places manquent et les familles ont grand mal à faire admettre leur progéniture.**

inspirés, étaient tout à fait à leur aise et menaient bien leur classe.

Tiaret, à 1 000 mètres d'altitude, médiocrement tracé, médiocrement construit, montrait un visage assez triste, comme endeuillé, avec ses maisons dont le mur orienté au nord-ouest, par où venaient les vents d'hiver et de printemps chargés de pluie, était très souvent goudronné. L'ambiance y était pourtant assez joyeuse, un peu à l'espagnole, avec le va-et-vient des jeunes gens en fin d'après-midi, sur une artère centrale. L'étranger, je veux dire le Français de France, était reçu, traité avec amitié et discrétion. Pour éviter de combattre ses doutes, s'il en avait, s'il ne pouvait faire sienne l'ardente conviction des gens du pays, seuls, estimaient-ils, à bien comprendre les données du problème, on se gardait de l'entraîner dans des discussions passionnées sur ce qu'il fallait faire, dans une Algérie qui ne pouvait être que française.

Sur les routes du sud

D'un point de vue plus général, en tenant compte des Arabes, ou plutôt des Berbères, de leur attitude, des quelques rapports que l'on pouvait avoir avec eux, l'ambiance de la petite ville était favorable, rassurante. Ils montraient un visage assez ouvert et ne semblaient apparemment pas se plaindre de notre présence ni nous tenir pour responsables des conditions de vie précaires, pitoyables, qui étaient celles de la plupart d'entre eux. Il était encore permis de croire qu'une entente était possible. Pendant un an encore, guère plus, j'allais croire à l'Algérie française.

La circonscription qui m'était confiée couvrait les deux départements de Tiaret et de Saïda, créés depuis peu pour remédier à un sous-équipement administratif. La ville qui donnait son nom au second, en français « l'Heureuse », toute blanche sur sa hauteur, était mieux dessinée que Tiaret, plus fleurie, les chômeurs y semblaient aussi moins nombreux. C'était, sur les routes du sud, une étape plus importante que Tiaret. De l'une, on n'allait qu'à Aflou, à 300 kilomètres au sud ; de l'autre, la route allait par Bouktoub à Géryville ou Méchéria, permettait même de gagner Colomb-Béchar.

Cet ensemble très étendu, la bonne moitié de toute l'Oranie, mais toute la moitié sud, à peu près désertique, terres à alfa et terrains de parcours de nomades, n'avait qu'une population très clairsemée.

Il y avait donc les écoles à voir, à inspecter. Dans l'ensemble, la région était calme, plus que bien d'autres départements algériens, à quelques attentats près. A Tiaret même, moins de quinze jours après mon arrivée, l'explosion d'un engin — deux obus de 105 cachés dans une vieille voiture en stationnement à l'entrée de la Maison du colon — fit deux morts, dont un Européen, et plus de vingt blessés dans la foule — le type même de l'attentat gratuit, stupide. On signala ensuite l'enlèvement d'un colon, dont on ne retrouva que le cadavre, puis des exécutions dans les villages, punissant soit des dénonciations, soit le refus de participer aux collectes du F.L.N.

Toutes les routes que j'allais connaître étaient goudronnées, presque toutes en bon état. Une seule école, Aïn-Skhrouna, « source chaude », était au bout d'une méchante piste de 50 kilomètres, coupée de rigoles creusées par les pluies.

La liberté de mouvement dont je disposais me permit de voir assez vite presque toutes les écoles, passant chaque fois une bonne partie de la journée. Il me suffisait d'être attentif à l'heure et de partir assez tôt pour regagner Tiaret,



Gamma

Contrôle de la population. L'Oranie, dans l'ensemble, était bien plus calme que les autres régions. Mais à partir de 1961, elle va être secouée par les attentats commis, et par le F.L.N. et par les commandos O.A.S.

Mais la sécurité était maintenant assurée, la libre circulation possible sur toutes les grandes routes qui m'intéressaient. Quelques prescriptions étaient impératives. Au sud, on allait facilement à Trézel, puis à La Fontaine. Pour pousser plus loin, jusqu'à Aflou, il fallait attendre qu'un convoi se formât et y prendre place entre les half-tracks et les automitrailleuses, pendant qu'un avion de reconnaissance allait et venait, puis revenir dans l'après-midi dans les mêmes conditions. Il en était de même au-delà de Bouktoub en direction de Géryville, comme au-delà de Vialar si l'on voulait se rendre à Alger par la route encaissée de Teniet-el-Haad.

Bien entendu, ces déplacements n'étaient possibles, autorisés, que dans la journée. A la nuit tombante, il n'était plus question de sortir d'une ville ou d'un village. La plupart des agglomérations s'enfermaient, en effet, assez tôt derrière les chevaux de frise tirés en travers des chicanes.

ou Saïda quand j'allais y passer une semaine. J'étais à l'hôtel, cet hôtel d'Orient que comptait alors toute ville d'Algérie.

Pour aller de Tiaret à Saïda, mieux valait, par prudence, passer par Mascara, une route plaisante mais assez longue. La distance était réduite de quelque 50 kilomètres si l'on prenait comme raccourci une des deux routes départementales qui s'offraient, étroites mais directes, l'une et l'autre réputées ou présumées peu sûres. L'une traversait Balloul, un village avec une école de trois classes ; l'autre desservait Sidi-Mimoun et son école à classe unique — soit quatre instructeurs, qu'il me parut utile de connaître. J'essayai d'abord la première route, facile malgré tous ses virages, et pittoresque, longeant sur des kilomètres ▶

◀Relizane. Là, un U.T., surpris par la présence d'un « Francaoui » dans un car public, avait pointé sa mitraillette sur un jeune enseignant venu de métropole...

Souvent, l'instituteur ▶ partage le vivre et le couvert d'une unité logée dans une ferme. Seul civil au milieu des militaires, parfois un sentiment de solitude l'étreint.

Méchéria. Dans la région des hauts plateaux, le climat continental est extrêmement rigoureux en hiver, où ont lieu de fortes chutes de neige. Les étés, en revanche, sont brûlants. ▼

J.-P. Lavalette

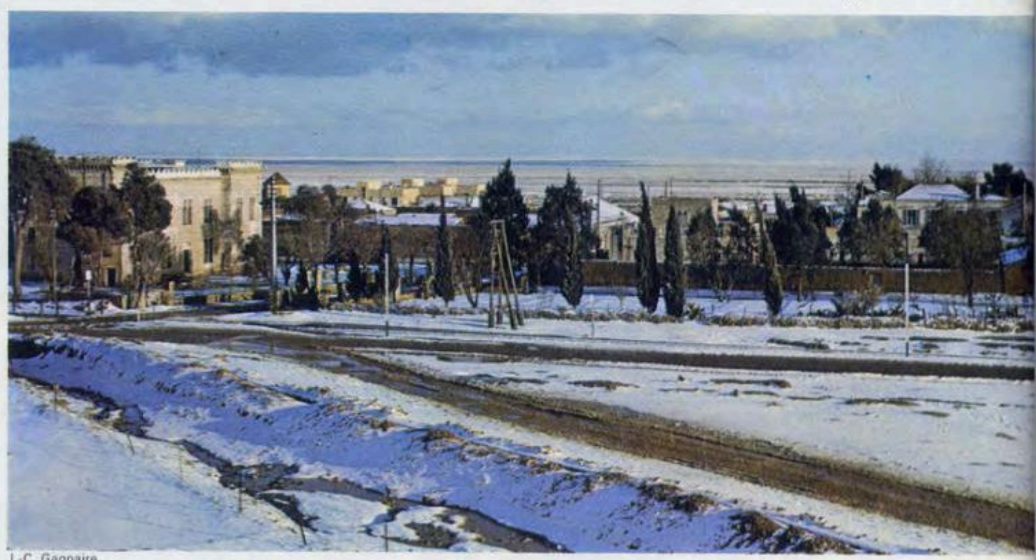
des harkis désertent, emportant un mortier

une rivière aux eaux vertes qui coulaient encore en plein été. Ce ne fut sans doute pas à mon premier passage que j'appréciai le charme du paysage...

Quant à la route de Sidi-Mimoun, ce fut une autre affaire. Je crus bien, ce jour-là, que la « prime d'insécurité » allouée à tout fonctionnaire en déplacement ou en service dans certaines zones bien définies, que cette fameuse prime était après tout justifiée. Le poste qui couvrait l'école était en effet dans l'effervescence d'une alerte : une patrouille venait de rencontrer des *djounoud*. J'eus un moment l'impression d'être tout près de la guerre et de ses réalités. En fait, l'escarmouche avait eu lieu à des kilomètres de mon chemin.

Ces tournées me donnaient l'occasion de voir ce qu'étaient les villages de regroupement, où l'on avait décidé de rassembler tous les habitants des douars et mechtas isolés. Ils se trouvaient ainsi sous la protection de l'armée et, avantage appréciable sur le plan militaire, les fellaghas étaient, après la destruction des habitations, des moindres gourbis, privés de tout « support logistique ».

De ces villages de regroupement, ceux qui se situaient en bordure des routes les plus fréquentées bénéficiaient les



J.-C. Gagnaire

premiers de crédits qui permettaient de construire, en matériaux durables, des habitations décentes. Les autres, à l'écart, ne comptaient, en attendant leur tour, que des huttes faites de branchages et souvent dépourvues d'un simple toit de chaume. Pendant toute la mauvaise saison et le rude hiver, les occupants pataugeaient dans la boue, en proie à un dénuement lamentable. Des distributions de vivres étaient faites, mais espacées et bien insuffisantes.

La pratique systématique de ces déplacements de population était déjà dénoncée, sévèrement critiquée par plusieurs de nos journaux. D'ailleurs, c'est sur tous les aspects, à propos de tous les problèmes de la guerre d'Algérie que les Français se trouvaient partagés. Une partie seulement des nôtres acceptaient l'idée de maintenir la présence française en Algérie par tous les moyens : incertitudes et divisions dont se rendaient compte les populations et qui les faisaient peu à peu douter de nous et de nos intentions réelles. Ils s'écartaient donc de nous, visiblement. Le jour où fut exposé, sur la grande place de Tiaret, le cadavre d'un rebelle tué au cours d'une rencontre, connu comme l'auteur d'un attentat qui avait fait des victimes — macabre exhibition décidée parce que



Technor/Bloch-Lainé

conforme à la tradition arabe en matière de répression —, la démonstration manqua son but. Tous les adultes se tinrent à l'écart, l'air réprobateur.

Abattu en plein marché

Moins spectaculaires, les démonstrations de force du F.L.N. n'en continuaient pas moins, sous la forme d'attentats que la présence de toutes les forces de l'ordre ne pouvait empêcher. Il y eut la caisse de grenades volée à la Jumenterie de Tiaret, puis les deux grenades lancées presque aussitôt chez des Européens. Il y eut le harki abattu d'une balle de pistolet en plein marché, à La Fontaine, et les explosions qui réveillèrent la ville, une nuit : des harkis avaient déserté, emportant un mortier dont ils s'étaient servis, tirant deux obus avant de disparaître. En juin, des récoltes brûlèrent.

Une grenade encore fut lancée au cours d'une fête scolaire, à Trézel, blessant une directrice d'école maternelle, une femme de cœur, entièrement dévouée à sa tâche et à ses petits élèves. L'action terroriste avait peu à peu sa logique. Moins souvent gratuits, les attentats visaient soit des Arabes ralliés, disposés à pactiser, à tenter l'essai d'une loyale association, soit des Français appliqués à traiter les autres avec amitié et justice.

Les bonnes volontés étaient ainsi non seulement découragées, mais encore directement menacées, et le fossé ne pouvait que se creuser et s'élargir entre les deux communautés, les uns de plus en plus repliés sur eux-mêmes, les autres de plus en plus inquiets devant la tournure que prenaient les choses, dans la confusion et l'incertitude. H

Robert LIONNE


Debru-Fotogram

MAIS A BLIDA ON

◀ Blida : la place Clemenceau, cœur de la ville, marquée en son centre par un kiosque d'où sort un magnifique palmier. Elle est entourée de hauts platanes dont l'ombre bienfaisante protège de l'ardeur du soleil.

QUAND on va d'Alger à Blida, la route longe un moment les collines du Sahel qui moutonnent en bordure de la mer ; puis, aux Quatre-Chemins, on pique plus franchement vers le sud et l'on pénètre alors dans la riche et riante plaine de la Mitidja. Au printemps, c'est-à-dire dès le mois de mars, elle s'annonce par les effluves entêtants des fleurs d'oranger. Et l'on ne tarde pas, en effet, à découvrir — à perte de vue — ces petits arbres ronds, soigneusement taillés et alignés au cordeau, comme à la parade. Un siècle auparavant, il n'y avait là que marécages et herbes folles où paissaient de maigres troupeaux de moutons. Aussi la Mitidja est-elle l'orgueil des colons algériens qui ont réussi à domestiquer une nature hostile, autrefois enfiévrée de moustiques, pour en faire un des terroirs les plus fertiles de l'Algérie.

Passé le gros bourg de Boufarik, où la statue du sergent Blandan commémore l'héroïque combat des Beni-Mered en 1842, l'horizon se trouve soudain barré par le massif de l'Atlas tellien, enlevé d'un seul jet au-dessus de la plaine. Bientôt, des cubes de couleur claire naissent au pied de la montagne : c'est Blida, située à quelque cinquante kilomètres de la capitale. Au voyageur qui pourrait s'étonner qu'un minaret ne soit pas la plus haute construction et la première visible en cette terre d'Islam, il faut rappeler que de terribles tremblements de terre détruisirent Blida en 1825 et en 1867, causant la mort de milliers de personnes.

Rue des Coulouglis

Aussi ne reste-t-il rien, ou presque, de l'ancienne ville turque, rien que le nom de la rue des Coulouglis. Reconstruite à partir de la conquête française, Blida ressemble, en fait, à quelque honnête sous-préfecture de province groupant — avec les localités voisines de Joinville, Montpensier et Dalmatie — un total de 50 000 habitants. Un Métropolitain ne ressent guère de dépaysement à se promener le long du boulevard Beauprêtre ou à arpenter le boulevard Trumelet. Seul élément de couleur locale : les haïks blancs des musulmanes derrière un pan duquel elles cachent leur visage, regardant choses et gens d'un œil cyclopéen.

Au centre de la ville, des maisons à arcades délimitent la place Clemenceau, où trône un kiosque second Empire. De bonne heure le matin, les cafés avoisinants y installent tables et chaises ; on vient s'y asseoir d'autant plus volontiers que des platanes maintiennent en cet endroit une oasis d'ombre et de fraîcheur. Vers midi, il devient difficile de trouver une place disponible : la bière et l'anisette coulent à flots, tandis que se répandent les fortes senteurs de la kémia, ces petites assiettes apéritives qui constituent, à elles seules, un véritable hors-d'œuvre. La bigarrure des consommateurs est extrême : il y a les tenues bleues des aviateurs de la base aérienne, kaki des artilleurs qui ont leurs quartiers en ville et mouchetées des parachutistes dont les compagnies sont dispersées dans Blida même et aux alentours. Parmi les civils, on remarque parfois un personnage rubicond, au parler haché de gestes saccadés ; sous un chapeau de toile rabattu sur les yeux, le torse massif moulé dans une chemisette à manches courtes, c'est un colon de la Mitidja venu s'entretenir de ses affaires avec son notaire ou son banquier. De musulmans attablés place Clemenceau, peu ou point : ils préfèrent la pénombre des cafés maures de la rue des Coulouglis, sirotant — devant des tables en bois — qui un café, qui une menthe, qui un verre d'eau fraîche.

L'après-midi livre, en général, aux loisirs les militaires retour d'opérations. Après avoir rendu armes et paquetages, après s'être débarrassés, sous la douche, de toute la sueur et de la crasse accumulées pendant des jours de crapahut, après avoir, enfin, touché un arriéré de solde, les voilà lâchés dans les rues. Les affiches de cinéma en orientent un bon nombre vers l'une des deux salles projetant les mêmes films qu'à Paris. Un préposé surveille discrètement la clientèle : il y a eu tellement d'attentats dans les salles obscures qu'il est interdit de sortir avant la fin du spectacle ; c'est si facile, en effet, de déposer à terre une bombe ou de coincer une grenade dégoupillée contre le dossier rabattu d'un siège et de s'esquiver ensuite dans l'ombre ! Aussi faut-il attendre que la lumière soit à nouveau faite à l'issue de la projection.

Second pôle d'attraction, le bordel. Il y a l'européen, qui rappelle les accueil-

Entre Blida et Médéa, des troupeaux paissent paisiblement dans les montagnes. On est loin, ici, des bruits de la ville, des mendiants aveugles, des petits *yaouleds* et des marchands de beignets à l'huile... ▼

Hudrisier



FAIT AUSSI LA GUERRE...

Mangin/Atlas photo

Alain Gesgon



A gauche : **orangeraie à L'Arba, petite ville établie sur l'ancien lit de l'oued Ghora. Outre les oranges, on cultive, à L'Arba, le tabac et la vigne.** *A droite :* **dans le parc d'Hydra, à Alger, des mimosas en fleur. Leurs grappes, d'un jaune éclatant, se détachent sur le vert foncé des cyprès et celui, plus clair, des palmiers.**

lantes maisons closes de naguère, la porte d'entrée s'ouvre — au rez-de-chaussée — sur une grande salle avec un bar où sont accoudées des filles à peine vêtues d'un slip et d'une guimpe. Au premier étage, court une galerie circulaire sur laquelle donnent les chambres. Il y aussi le quartier réservé des prostituées musulmanes ; c'est une petite cité dans la cité, faite de maisons sans étage, bordant des rues pavées, impropres à la circulation automobile. Accroupies derrière une porte, on ne voit ces femmes qu'à travers l'encadrement d'un judas grillagé. L'affaire conclue, on entre dans une espèce de bazar oriental de grand magasin : tapis, poufs, divans, larges plats de cuivre de couleur rouge et or, posés sur de minuscules guéridons, voilà leur intérieur, agrémenté, il est vrai, d'un patio où l'air circule et maintient, même en été, une reposante température.

Quand le jour décline, il faut aller se promener vers les hauts de la ville pour y chercher la fraîcheur des bords de l'oued Kébir, dont les eaux irriguent de nombreux jardins plantés de mimosas, de caroubiers, de figuiers et d'orangers. A mesure que l'on avance, on laisse derrière soi les bruits de la ville, les petits *yaouleds* et leur boîte à cirage, les mendiants aveugles qui semblent implorer le ciel de leurs yeux blancs, les marchands de beignets à l'huile et l'horrible Dar-el-Askri, la Maison du soldat, fausse mosquée où ne se risquent guère que quelques vieux chibanis qui ont combattu en ▶

le couscous est servi par Lulu, l'accorte serveuse

14-18. La dernière habitation, à gauche en montant, est la villa du minotier Ricci dont le moulin, situé un peu au-delà — à une portée de fusil — sert de poste de garde depuis le début des « événements ». Plus haut encore, tout au sommet de la montagne, on atteint Chréa par une route en lacet « ouverte » tous les matins et « refermée » en fin de journée. Autrefois lieu de villégiature et station de sports d'hiver des Algérois, Chréa attend, somnolente, des jours meilleurs.

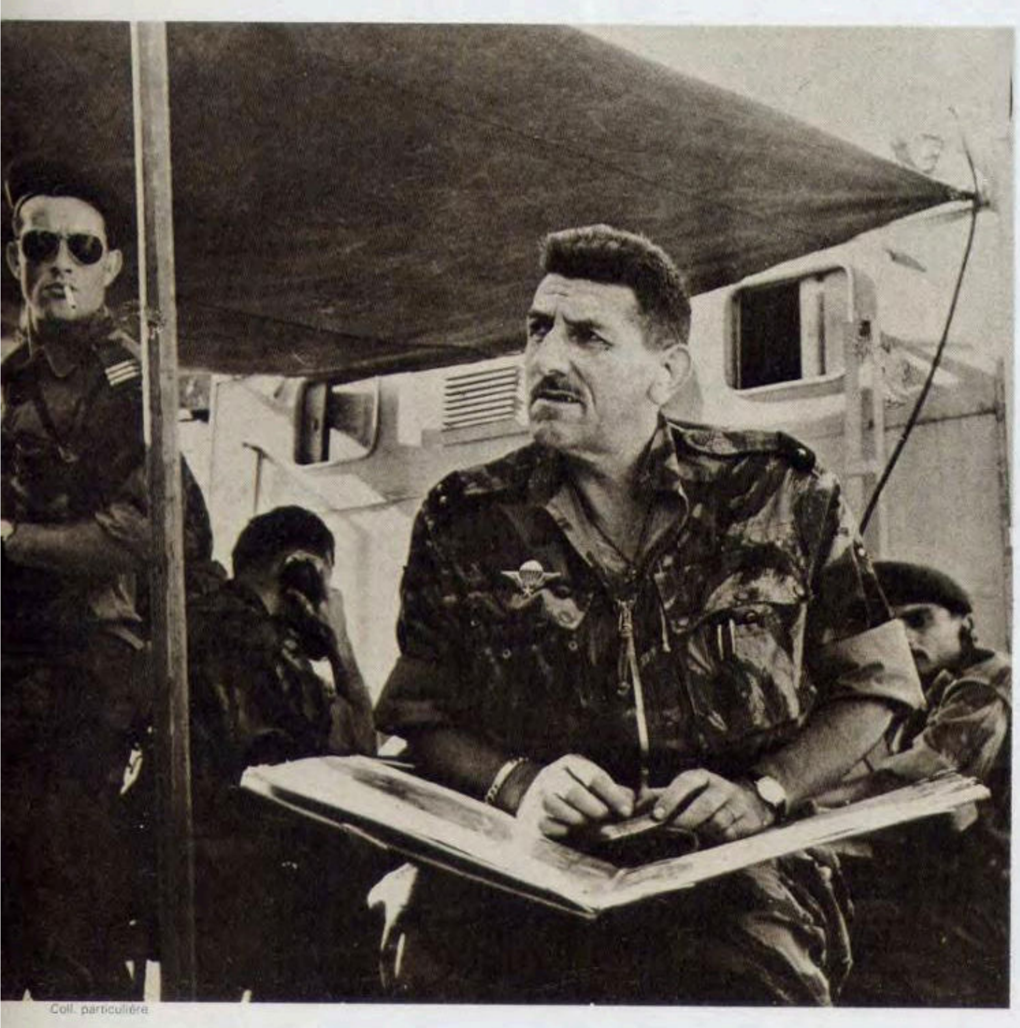
Le soir et l'insécurité ramènent le promeneur sur ses pas. Si la solde n'a pas encore été consumée, on peut aller, à plusieurs, dîner d'un couscous au restaurant. Aux Boulomanes, par exemple, où il est excellent, malgré le chagrin de la patronne, une pied-noir sans âge dont le mari a été enlevé par les fellaghas. Mais il y a Lulu, l'accorte serveuse, et Ramoul, le barman aux yeux rieurs. Quels déferlements d'histoires que ces repas échauffés par le piment de l'arissa ! Les anciens d'Indochine ouvrent le feu. Leurs récits respirent la touffeur de la jungle, évoquent la traîtrise du paysage végétal, sous un ciel voilé où le soleil déverse comme du plomb fondu sur les têtes.

— Vous n'avez pas connu ça, vous autres !

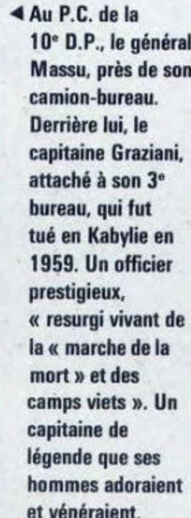
Non, les bleus d'Algérie ne connaissaient pas les bambous affûtés qui transperçaient les pieds quand on sautait en parachute ; ils ne connaissaient pas non plus les buissons qui se mettaient tout à coup en mouvement et chargeaient en hurlant. Ils ignoraient tout des opérations de commando en plein sanctuaire viet ; ils n'auraient jamais la joie de faire sauter un train au passage d'un pont ; ils ne donneraient pas davantage de rendez-vous au milieu d'une rivière à des gens dont, à peine les présentations faites, on trancherait la gorge avant de les jeter par-dessus bord...

Comparés à l'Extrême-Orient, l'Afrique du Nord et ses fellaghas paraissent bien fades.

« Faut être c... pour se faire tuer en Algérie ! » clame le sergent-chef Curat, qui pourtant se fera « descendre » d'une rafale de pistolet mitrailleur et mettra quinze jours à en mourir. Et combien, comme lui, qui avaient su déjouer les pièges des soldats de Giap, étaient tombés ensuite dans les djebels ? Il en était ainsi d'un capitaine de légende — Gra-



Coll. particulière



◀ Au P.C. de la 10e D.P., le général Massu, près de son camion-bureau. Derrière lui, le capitaine Graziani, attaché à son 3e bureau, qui fut tué en Kabylie en 1959. Un officier prestigieux, « resurgi vivant de la « marche de la mort » et des camps viets ». Un capitaine de légende que ses hommes adoraient et vénéraient.



Les musulmans sont ▶ passionnés par les dominos, jeu dont l'origine remonte au XIIe siècle avant J.-C., en Chine. Mais il servait, à cette époque, à prédire l'avenir plutôt qu'à jouer. Les musulmans y jouent parfois à l'ombre des palmiers, parfois dans les cafés maures. Assis devant une table en bois, ils font d'interminables parties en sirotant un café, une menthe, ou un verre d'eau.

Camus/Paris-Match

Chréa sous la neige. ▶ Avant 1954, cette charmante petite station de sports d'hiver était très prisée des Algérois, qui s'y rendaient nombreux. Aujourd'hui, attendant des jours meilleurs, Chréa « somnole ». L'Atlas blidéen, cette haute chaîne qui borde, au sud, la Mitidja et dont plusieurs sommets dépassent 1 500 mètres, est très pittoresque.



Roger Viollet



ziani — resurgi vivant de la « marche de la mort » et des camps viets. Ne racontait-on pas qu'il avait alors donné la becquée — comme à un bébé — au colonel Ducasse, trop faible pour se soutenir ? Ne racontait-on pas qu'en Algérie il était tombé amoureux d'une poseuse de bombes, Djamila Bouhired, et qu'il voulait la « retourner » pour mener contre les maquis la plus vaste campagne d'intoxication jamais entreprise ? Ne disait-il pas que s'il était né Algérien, il eût été du côté des rebelles ? Mais que ne racontait-on pas sur le « Criquet » ! La vérité est qu'il s'ennuyait à faire du renseignement à Alger.

— Viens avec moi, lui avait proposé Ducasse, patron du 6e R.P.I.Ma (1) à Blida.

Et Graziani avait reçu le commandement de la 4e compagnie.

Le « Criquet » était adoré de ses hommes. Au retour des opérations, il y avait toujours un camion vide pour ramener vaches ou moutons razziés dans le bled. Avec le produit de la vente, Graziani avait fait installer des douches dans la ferme où la 4 cantonnait. Il s'apprêtait aussi à acheter une télévision à ses « gus » quand survint l'aube du 6 janvier 1959.

De grandioses funérailles

Ce jour-là, le régiment progresse, toutes compagnies déployées, dans le secteur de Tizi-Ouzou, en Kabylie. Soudain, une longue rafale déchire l'air. Un sous-lieutenant, un appelé, rend compte par radio à son commandant de compagnie :

— La 4 est accrochée, mon capitaine.

Mais le capitaine croit à quelques tireurs isolés et enjoint à son chef de section de rester sur place. En réalité, le régiment a donné du pied dans une fourmilière : un commando zonal de 300 fellaghas, surpris, s'est massé pour tenter une percée. En un éclair, les parachutistes se sont plaqués au sol et ont commencé à riposter. Mais Graziani est déjà parmi les morts lorsque survient le sous-lieutenant, qui a coupé le contact radio avec son supérieur.

Alger fera de grandioses funérailles au capitaine Graziani et à ses trente paras tombés en même temps que lui. Le sous-lieutenant sera décoré de la valeur militaire ; son capitaine aussi... à titre posthume. Jamais plus il ne prendra le commandement d'une compagnie en opération.

A Blida, on est loin des combats. Le terrorisme urbain y est inexistant. Certes, Fouad, responsable local du F.L.N., nargue par ses méfaits le commandant du quartier autonome de Blida chargé du maintien de l'ordre. Mais Fouad ne s'aventure pas en ville et ses hommes de main se contentent de rançonner les ▶

(1) Régiment de parachutistes d'infanterie de marine.

MAIS A BLIDA...

l'interprète Touba Maamar est découvert, baignant dans son sang

douars avoisinants — Sidi-Kébir, les Ouled-Sultan — et d'y piller de temps à autre un dépôt de vivres ou de produits pharmaceutiques. Pour faire bonne mesure, le Q.A.B. arrête parfois un suspect. Rares sont cependant les prises intéressantes dont les photos sont déjà affichées sur l'immense panneau représentant l'organigramme de la wilaya. La plupart du temps on arrête de pauvres bougres apeurés qui n'ont jamais rien vu ni entendu et ne connaissent surtout pas le F.L.N. En fait, dans nombre de familles musulmanes, il y a bien souvent un *djoundi* au maquis et un harki engagé dans un commando de chasse. Aussi, lorsque Lamine, membre de l'organisation politico-administrative du F.L.N., tombe entre les mains du Q.A.B., on s'empresse d'en tirer un maximum de renseignements avant de le fusiller — pour l'exemple — devant la population musulmane dûment prévenue.

Mais l'exemple par la peur ne suffit pas à protéger les auxiliaires musulmans travaillant au Q.A.B. de la haine de leurs coreligionnaires passés au maquis.

Baignant dans son sang

Un après-midi, on ne voit pas Touba Maamar reprendre son service auprès de l'officier de police auquel il sert d'interprète. A peine s'est-on inquiété de son absence qu'une patrouille le découvre baignant dans son sang, à quelques centaines de mètres de chez lui. Son commensal, El-Baz, s'abstient, lui, de se montrer inutilement : jamais on ne le voit se promener en ville. Prudent, il attend la « quille » qui le ramènera, loin de là, à Djelfa sur les franges du désert. Pourtant, huit jours après son retour, il sera abattu d'un coup de pistolet sur le pas de la boutique paternelle. Lorsque sonnera l'heure de l'indépendance algérienne, un sort plus horrible encore attendra la demi-douzaine de harkis du G.R.E. (groupe de renseignement et d'exploitation), dépendant du Q.A.B. Pour avoir torturé, ils seront dépecés vivants et leurs débris jetés dans l'eau bouillante.

Kheira, elle, aura plus de chance. Il est vrai qu'elle se contente — avec l'équipe du capitaine Ventujol — d'action psychologique et n'appartient pas vraiment aux services de renseignements. Plusieurs fois par semaine, elle grimpe à bord d'un 4 × 4 équipé d'un haut-parleur et part en tournée dans la montagne. Le véhicule s'arrête à plusieurs reprises et harangue chaque fois les habitants des douars. Kheira reprend, en arabe, les exhortations faites quelques instants plus tôt en français.

Quand on lui demande si elle a peur, le beau visage régulier de Kheira s'éclaire d'un sourire. C'est sa réponse. Du reste, que craindrait-elle ? N'est-elle pas fiancée à un appelé métropolitain du contingent ? A un parachutiste, de surcroît. Un garçon qui a su deviner une âme et une dignité d'êtres humains aux musulmans ; un garçon qui a su leur parler autrement que sur un ton de commandement méprisant. Bref, un garçon qui réalisera, dans la chair de ses enfants, cette « intégration » si souvent proclamée officiellement et autant de fois, hélas ! démentie dans les faits. H

Denis BALDENSPERGER


Maréchal


G. Lepage

Ci-dessus : des militaires en opération. Quelques jours à « crapahuter » en songeant peut-être à l'anisette des petits cafés de Blida, si gais à l'heure de l'apéritif. *Ci-dessous :* une famille pied-noir pique-nique sous un arbre, cependant que, sur la route, passent des militaires emmenant avec eux des suspects. Guerre et paix...

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***

Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
T. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Juillet 1961

FRANCE

5 : débat sur le problème algérien au Sénat.
10 : entretiens économiques franco-nippons à Paris.
11 : le haut tribunal militaire condamne à mort par contumace Salan, Jouhaud, Gardy, Argoud, Broizat, Gardes, Godard et Lacheroy.
12 : discours radiotélévisé du président de la République.
17 : note française à Moscou sur le problème de Berlin.
18 : message du général de Gaulle au président Bourguiba.
20 : reprise des négociations franco-F.L.N. à Lugrin.
24 : nombreux attentats terroristes en métropole.
28 : rupture des entretiens de Lugrin.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1ᵉʳ : grève musulmane à Alger.
La Grande-Bretagne envoie des troupes au Koweït.
2-5 : graves manifestations musulmanes dans l'Algérois et sanglants incidents dans le Constantinois.
5-7 : entretiens algéro-marocains à Rabat.
7 : communiqué commun Hassan II-Ferhat Abbas.
14 : discours du président Bourguiba sur Bizerte.
17 : assemblée nationale extraordinaire tunisienne.
19 : sanglants incidents à Bizerte.
20 : admission du Koweït dans la Ligue arabe.
23 : cessez-le-feu à Bizerte.
24-27 : Hammarskjoeld se rend en mission à Bizerte.

AFRIQUE

1ᵉʳ : publication de la Charte de l'Union des États africains (Ghana, Guinée, Mali).
5-8 : expulsion du Congo de diverses personnalités belges.

AMÉRIQUE

15 : note américaine à l'U.R.S.S. sur le désarmement nucléaire.
19 : discours du président Kennedy sur Bizerte et Berlin.
21 : deuxième vol réussi d'une capsule spatiale américaine montée par le capitaine Grissow.
29 : note cubaine au Conseil de sécurité de l'O.N.U.

ASIE

6 : signature d'un traité d'alliance entre l'U.R.S.S. et la Corée du Nord.
11 : signature entre la Chine et la Corée du Nord d'un traité de défense mutuelle.

EUROPE

9 : signature de l'accord d'adhésion de la Grèce à la C.E.E.
12 : mémorandum sur Berlin adressé par le chancelier Adenauer à l'U.R.S.S.
12 : l'Irlande adhère à l'U.N.E.S.C.O.
14 : encyclique Mater et magistra.
18 : entretiens franco-allemands à Bonn.
Conférence européenne de Bad-Godesberg.
31 : Macmillan annonce aux Communes l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES ÉQUIPES FÉMININES EN ALGÉRIE

Sommaire

● Dramatiques affrontements

Le 5 juillet, le F.L.N. décide de montrer son influence en réponse aux discours du général de Gaulle dans les départements de l'Est. Il veut prouver par des manifestations de masse que le peuple algérien ne veut pas de partage. Les forces de l'ordre ne pourront éviter les heurts sanglants.

● La riposte de l'O.A.S.

Pour répondre à la provocation du F.L.N., les responsables de l'O.A.S. multiplient dès le mois de juillet et au cours de l'été leurs activités. Appuyés par une intense campagne d'affiches et de graffiti, les commandos exécutent chaque jour leurs missions ponctuelles...

● Du maquis au djebel

Les commandos parachutistes furent de tous les coups durs dans la guerre d'Algérie. Leur résistance physique remarquable n'était pas un don inné. L'un d'eux raconte son entraînement à Pau, puis en Corse, enfin sa première opération.

● Les Mozabites virent de bord

Ils avaient approuvé le référendum de septembre 1958 sur la Constitution. Puis, mois après mois, ils observent l'évolution de la situation. A Ghardaïa ils interrogent les personnalités politiques de passage. Ils en concluent que la France les abandonne.

● Les équipes féminines

Quatre millions de femmes musulmanes demeurent enfermées dans leurs maisons. Au lendemain du 13 Mai, des équipes médico-sociales itinérantes sont créées, elles seront d'une efficacité étonnante.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4ᵉ trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 343 - 1ᵉʳ octobre 1973.

L'Écho d'Oran
ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1927)
LUCIEN PERRIER (1927-1966)
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION: Raoul PERRIER

MERCREDI 2 AOUT 1961
N° 35.166

L'Écho d'Oran — FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
DIRECTEUR GENERAL : Pierre LAFFONT

IL PLEUT (AUSSI) A PARIS

La nuit dernière la pluie est tombée assez abondamment sur Oran, mais bien sûr ce n'était rien de comparable à cette trombe qui a surpris voici trois jours les Parisiens (AGIP)

M. JOXE DANS SON ALLOCUTION RADIOTÉLÉVISÉE :

« Quoi qu'il arrive, nous mettrons tout en œuvre pour que les hommes et les femmes d'Algérie puissent construire ensemble leur avenir »

LE MINISTRE DES AFFAIRES ALGÉRIENNES A D'AUTRE PART SOULIGNÉ :

« Je suis bien contraint de me demander ce que valent les déclarations d'intentions que nos interlocuteurs font miroiter tant sur l'avenir des Européens d'Algérie que sur l'association avec la France et sur les gestes d'apaisement qui sont si attendus et si désirés »

Paris (UPI). — Voici le texte intégral de l'allocution radiotélévisée prononcée hier soir par M. Joxe :

« J'ai rendu compte à Monsieur le Président de la République et au Gouvernement de la réunion qui s'est tenue à Lugrin entre les représentants de la France et ceux du F.L.N. Je me dois maintenant d'expliquer à mes concitoyens les conditions dans lesquelles notre délégation a travaillé avec la volonté d'instaurer la paix et de préparer la construction d'une Algérie nouvelle. Je le ferai avec la conviction qu'à Lugrin nos objectifs auraient pu être atteints.

« Depuis longtemps, nous avons, en effet, défini un esprit et proposé une méthode. L'esprit, c'est celui qui nous dirige depuis que nous avons entrepris la grande œuvre de décolonisation de l'Afrique; dans le monde tel qu'il est et tel qu'il sera demain, nous nous sommes donné pour but de remettre l'Afrique aux Africains et de rendre ceux-ci responsables de leur destin.

« La méthode, c'est celle de l'autodétermination telle que l'a définie le Général de Gaulle le 16 septembre 1959; elle ouvre la voie au choix et à l'indépendance en faveur des populations des treize départements d'Algérie si elles en expriment le désir; approuvée par la nation, elle est devenue sa loi; nos interlocuteurs l'ont également adoptée.

● SUITE PAGE 2 (JOXE)

NOUVELLE ETOILE

Irina Demick était mannequin chez Dior. Zanuck a découvert en elle la belle vedette rousse de son film « Le Jour le plus long » et lui a ouvert toutes grandes les portes de la célébrité. (A.P.)



ET MAINTENANT ?

Par Maurice COMBAUT

● SUITE PAGE 2 (COMBAUT)

TANDIS QUE TUNIS POURSUIT SON OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Washington et Londres appuient Paris dans la recherche d'un règlement avec Tunis

Une déclaration de Bourguiba junior

Par Daniel CAZEL

● SUITE PAGE 2 (CAZEL)

A LA SUITE DE DEUX EBOULEMENTS

SEPT HOMMES BLOQUÉS DANS UNE MINE EN MOSELLE

LES MALHEUREUX NE POURRONT PROBABLEMENT PAS ETRE LIBERES AVANT TROIS JOURS

Metz (AFP et ACP). — Depuis hier matin, deux équipes de secours tentent de dégager 7 hommes bloqués à 700 mètres sous terre, mais les travaux de sauvetage avancent lentement et l'on craint de ne retrouver que des cadavres.

Voici les noms des personnes ensevelies

Les travaux de sauvetage

NOUVEAU DRAME AU MONT-BLANC

Un alpiniste se tue à l'aiguille des Grands Charmoz

RECEVANT LES REPRESENTANTS DE 9 PAYS AFRICAINS

KROUCHTCHEV aurait refusé de faire une déclaration sur Bizerte

L'IRLANDE ADHÉRERAIT AU MARCHÉ COMMUN

Les souverains belges reçus à déjeuner par le général Franco

LE SENAT U.S. AUGMENTE D'UN MILLIARD DE DOLLARS LES CREDITS MILITAIRES

500 cas de polio autour de Dusseldorf

Dawn Adams était trop « gourmande »

LES « SIX » ONT PRIS ACTE AVEC SATISFACTION DE LA DÉCISION DE LA GRANDE-BRETAGNE

DE SE JOINDRE A EUX, POUR LE MARCHE COMMUN

L'article 237 du traité de Rome

● SUITE PAGE 2 (LES « SIX »)

Selon Washington REUNION AU SOMMET AVANT LA FIN DE L'ANNEE ?

Mobilisation de réservistes américains

Les États-Unis ont mis au point un programme permettant de sauver 10 à 15 millions de vies humaines en cas d'attaque nucléaire

Une fois de plus, un membre du gouvernement fait le point sur le problème algérien, mais aucune précision n'est donnée. Au surplus, qui peut-il intéresser en métropole quand des millions de Français sont en vacances? Seuls les Européens d'Afrique du Nord espèrent encore, alors que les rapatriements ont déjà commencé aussi bien en Algérie qu'en Tunisie.